



**Centre de Sciences Humaines
New Delhi**

Rapport d'activité 2006

Centre de Sciences Humaines
2, Rue Aurangzeb
New Delhi 110 011 – INDE
Siteweb : <http://www.csh-delhi.com>

Centre de Sciences Humaines

**Rapport d'activité
2006**

Centre de Sciences Humaines
2, Rue Aurangzeb
New Delhi 110 011 – INDE
Siteweb: <http://www.csh-delhi.com>

TABLE DES MATIERES

1. INTRODUCTION	1
1.1. Les points forts des activités de recherche en 2006	1
1.2. Renforcement et élargissement des partenariats	2
1.3. Une mission importante et soutenue de formation à la recherche et une politique d'accueil dynamique	2
1.4. Une mission de valorisation visant à maximiser la visibilité des recherches du Centre	3
2. ORGANISATION ET GESTION DES RESSOURCES	4
2.1. Ressources Humaines.....	4
2.2. Gestion financière.....	4
2.3. Locaux et équipement	5
2.4. Bibliothèque	5
3. AXES ET PROJETS DE RECHERCHE	10
3.1. Dynamiques régionales en Asie du Sud et relations internationales	10
3.1.1. Processus d'intégration régionale	10
3.1.2. Politiques nucléaires en Asie du Sud.....	11
3.1.3. Recompositions de l'Islam contemporain et développement économique en Asie, du Caucase à la Chine	13
3.2. Dynamiques politiques et transformations sociales.....	14
3.2.1. L'évolution du fédéralisme indien.....	15
3.2.2. L'évolution des pratiques démocratiques en Asie du sud.....	16
3.3. Transition économique et développement durable.....	20
3.3.1. Croissance économique, inégalités et pauvreté en Inde	21
3.3.2. Nouvelles perspectives en économie théorique et appliquée	23
3.4. Dynamiques Urbaines	25
3.4.1. Politiques et gouvernance urbaines.....	26
3.4.2. Etudes sur Delhi: marché du logement et services urbains.....	29
4. VALORISATION ET DIFFUSION DES TRAVAUX	31
4.1. Séminaires et conférences organisés par le CSH	31
4.1.1. Séminaires, colloques, ateliers.....	31
4.1.2. Conférences individuelles et séminaires de recherche.....	31
4.2. Publications et communications	32
4.2.1. Ouvrages entiers	32
4.2.2. Chapitres d'ouvrages	33
4.2.3. Articles dans des revues à comité de lecture.....	34

4.2.4. Communications présentées à des colloques, séminaires et conférences	35
4.2.5. Rapports de recherche, thèses, mémoires	37
4.2.6. Autres travaux.....	37
5. PERSPECTIVES	39

1. INTRODUCTION

Le Centre de Sciences Humaines (CSH), fondé en 1990, est un des 28 établissements de recherche du Ministère des Affaires Etrangères. Sa vocation est de conduire des recherches de haut niveau en sciences sociales, capables d'apporter un éclairage nouveau sur l'émergence de l'Inde comme puissance internationale et sur les transitions qui affectent le sous-continent. Depuis 1995, son champ de recherche est résolument orienté sur l'Asie du Sud *contemporaine*. Le CSH a également pour vocation de favoriser des synergies de recherche entre les chercheurs français et européens qu'il accueille et leurs homologues indiens.

C'est dans ce cadre général que nous avons poursuivi en 2006 le développement de nos programmes de recherche selon quatre grands axes fédérateurs :

- 1) Dynamiques régionales en Asie du Sud et relations internationales;
- 2) Dynamiques politiques et transformations sociales;
- 3) Transition économique et développement durable;
- 4) Dynamiques urbaines.

1.1. Les points forts des activités de recherche en 2006

Le CSH a confirmé son rôle d'observatoire des mutations politiques (sur la scène nationale et internationale), économiques et sociales de l'Inde et de l'Asie du Sud contemporaines.

Les programmes de recherche de l'axe *Relations Internationales* ont approfondi deux thématiques: le processus d'intégration régionale ; les politiques nucléaires en Asie du Sud. En outre, un grand programme international coordonné par le CSH sur les recompositions de l'Islam contemporain et le développement économique en Asie a été lancé en 2006, qui comprend la tenue d'un séminaire de recherche régulier centré sur l'Asie du Sud, et se conclura par un colloque international en avril 2007 à Delhi.

L'axe *Dynamiques politiques* a poursuivi ses recherches autour de deux grandes thématiques: l'évolution du fédéralisme indien ; l'évolution des pratiques démocratiques. Les

travaux sur ce deuxième thème ont donné lieu à l'organisation d'un séminaire de recherche régulier sur les formes contemporaines et les défis de la mobilisation politique en Inde.

Les recherches conduites au sein de l'axe *Transition économique et développement durable* ont mis l'accent sur l'impact des réformes de libéralisation économique sur les inégalités et la pauvreté, dont un nouveau projet destiné à évaluer l'impact du Programme National d'Emploi Rural Garanti. Une conférence internationale de grande envergure a par ailleurs été organisée en janvier 2006 sur les expériences de libéralisation en Asie.

Les recherches de l'axe *Dynamiques urbaines* ont approfondi deux thématiques: les politiques et la gouvernance urbaines; les services urbains et le marché foncier. Les programmes de recherche de cet axe ont en outre contribué à développer plus avant l'expertise du Centre sur la métropole de Delhi. L'année 2006 a également été marquée par l'organisation de deux conférences internationales, l'une sur la pauvreté urbaine, et l'autre sur le système de soins Indien, auxquelles s'ajoute en janvier 2007 le séminaire international de conclusion du projet collectif sur les politiques, les acteurs et la gouvernance urbaine.

1.2. Renforcement et élargissement des partenariats

Les activités scientifiques du CSH ne sauraient se concevoir hors d'un large réseau de contacts institutionnels et de partenaires, d'une part en Inde, d'autre part en France et dans d'autres pays européens. Comme le montre la présentation détaillée des programmes au sein de chaque axe, ainsi que la liste des séminaires et conférences organisés, de nombreux programmes de recherche et la plupart des manifestations scientifiques engagent des collaborations avec des partenaires à l'extérieur du CSH. Ces collaborations diverses permettent au CSH d'élargir son champ d'action au-delà de ce que ses seules ressources humaines propres pourraient assurer (soit une équipe régulière franco-indienne d'une douzaine de chercheurs ou doctorants).

En France, les principaux partenariats institutionnels et collaborations scientifiques impliquent : l'Institut de Recherche pour le Développement (IRD), le Centre d'Etudes de l'Inde et de l'Asie du Sud (UMR CNRS-EHESS), le Centre d'Etudes et de Recherche Internationales (UMR Sciences-Po Paris & CNRS), la faculté de sciences humaines et sociales de l'université de Picardie Jules Verne, le Groupe de Recherche en Economie Quantitative d'Aix-Marseille (UMR CNRS – EHESS – Universités d'Aix-Marseille II & III), le Groupe de Recherche en Analyse et Politiques Economiques (UMR CNRS – Université Montesquieu Bordeaux IV), le département de géographie de l'université de Rouen, la Maison des Sciences de l'Homme à Paris.

En Inde, les principaux partenariats institutionnels et collaborations scientifiques impliquent : l'*Indian Council of Social Science Research*, l'*Indira Gandhi Institute of Development Research* à Mumbai, l'*Indian Statistical Institute* de Delhi, l'université Jawaharlal Nehru de New Delhi, la *Delhi School of Economics* à l'Université de Delhi, l'*Institute of Social Sciences (Eastern branch)*, Kolkata), la *School of Planning and Architecture* de Delhi.

Enfin, en 2006, le CSH a développé des collaborations avec d'autres Instituts Français de Recherche à l'Etranger, dans le cadre des grands programmes de recherche transversaux soutenus financièrement par la Direction de la Coopération Internationale et du Développement au Ministère des Affaires Etrangères. En Asie, les partenariats établis concernent l'Institut de Recherche sur l'Asie du Sud-Est Contemporaine de Bangkok, le Centre d'Etudes Français sur la Chine Contemporaine de Hong-Kong, l'Institut Français d'Etudes sur l'Asie Centrale de Tachkent, ainsi que l'*Institute of Strategic Studies* d'Islamabad, et, en Afrique, l'Institut Français d'Afrique du Sud de Johannesburg.

Allant de pair avec le renforcement des partenariats, le CSH poursuit ses efforts de mobilisation de financements extérieurs pour la mise en oeuvre de ses projets de recherche et l'organisation de manifestations scientifiques, qu'il s'agisse de réunir les contributions financières des différents institutions partenaires sur une opération commune, ou bien d'obtenir des subventions extérieures auprès, par exemple, du Ministère de la Recherche, ou encore de la Commission du Plan Indienne. Un nouveau programme international de l'axe *Dynamiques*

Urbaines, « Politiques urbaines, territoires et exclusions sociales », sera ainsi financé par l'Agence Nationale de la Recherche.

1.3. Une mission importante et soutenue de formation à la recherche et une politique d'accueil dynamique

Le CSH poursuit également sa mission de formation à la recherche, en offrant tout d'abord deux bourses d'aide à la recherche pour des doctorants (une en économie ou géographie urbaine, et une en sciences politiques ou relations internationales) et en réservant un poste de volontaire international à un doctorant qui doit consacrer un mi-temps aux fonctions de secrétaire scientifique.

Le CSH reçoit par ailleurs des étudiants pour des séjours d'un à six mois dans le cadre de conventions signées avec des écoles doctorales ou d'autres institutions d'enseignement supérieur. Les accords en cours depuis 2003 ou 2004 concernent l'Institut d'Etudes Politiques de Paris, le département de géographie de l'Université de Rouen, le *South Asia Institute* de l'Université de Heidelberg, l'Ecole Nationale Supérieure des Mines de Paris, l'Ecole Militaire Spéciale de Saint Cyr et l'Ecole Polytechnique de Palaiseau. En 2006, sept étudiants ont séjourné au CSH dans ce cadre.

Le CSH a également accueilli en 2006 cinq autres doctorants et cinq étudiants stagiaires (de niveau *M.Phil* ou Master), pour des séjours d'un à cinq mois, sélectionnés parmi les nombreuses demandes d'affiliation qui lui parviennent.

Ces accueils concernent prioritairement des étudiants inscrits dans des universités ou institutions européennes, l'objectif étant de faciliter l'accès au terrain de recherche, tout en offrant une intégration et un encadrement au sein d'une équipe de recherche. Des ateliers internes au CSH sont ainsi régulièrement organisés afin de présenter et discuter les recherches en cours. Ces accueils d'étudiants sont également un moyen pour le CSH de renforcer ses liens avec les universités françaises/européennes, et de stimuler des échanges scientifiques avec leurs enseignants-chercheurs.

Enfin, le CSH a renouvelé son soutien aux ateliers organisés chaque année en Inde par l'Association Jeunes Etudes Indiennes, dont les

rencontres en 2006 se sont tenues à l'Université de Kottayam au Kerala.

En plus des accueils d'étudiants, le CSH a accueilli deux chercheurs post-doctoraux pour des séjours de trois mois chacun en 2006, dans le cadre du programme transversal « *Recomposition de l'Islam contemporain en Asie* ».

Le dernier volet de la politique d'affiliation du CSH s'adresse à des chercheurs post-doctorants du pays hôte, et contribue ainsi à une meilleure intégration du Centre dans le monde académique indien : en 2006, l'équipe de recherche du Centre comptait neuf chercheurs post-doctorants ou confirmés, dont cinq chercheurs indiens recevant une allocation de recherche du CSH. Ces chercheurs du pays d'accueil ont gagné la reconnaissance des institutions françaises : ainsi, un spécialiste en Relations Internationales, Swaran Singh, a été sélectionné pour participer au séminaire international de l'Institut des Hautes Etudes de Défense Nationale en mars 2007 sur l'Asie et le Moyen Orient, et un jeune économiste, Himanshu, a été sélectionné pour le programme 2007 des personnalités d'avenir conduit par le Centre d'Analyses et de Prévisions du Ministère des Affaires Etrangères.

1.4. Une mission de valorisation visant à maximiser la visibilité des recherches du Centre

Dans la continuation de la politique suivie les années précédentes, les activités de valorisation et diffusion des travaux du Centre font l'objet d'une attention particulière, avec des efforts financiers en conséquence, afin de

maximiser la visibilité du CSH. La politique suivie en matière d'organisation de manifestations scientifiques et de publication des travaux est détaillée dans la section 4 de ce rapport. Nous nous contenterons ici de souligner les principaux résultats.

En 2006, quatre *colloques ou ateliers internationaux* ont été organisés, en collaboration avec des partenaires indiens et/ou européens. Le CSH a également initié deux séminaires réguliers de recherche, qui se tiennent dans ses locaux, dans le cadre de projets collectifs, l'un en Relations internationales, l'autre en Dynamiques politiques, et qui ont donné lieu au total à 12 séances sur l'année.

Concernant les *publications*, huit ouvrages ont été publiés en 2006, deux autres le seront au premier trimestre 2007, dont 3 volumes dans la collection que le CSH a établie de longue date avec la maison d'édition indienne Manohar Publishers. Trois titres sont également parus en 2006 dans la collection des *Occasional Papers* du CSH (des documents d'une centaine de pages, faisant également l'objet d'un processus de référés). Les efforts des chercheurs pour publier les résultats de leurs travaux dans des revues académiques à comité de lecture ont porté leurs fruits, avec 20 articles en 2006 dont 11 dans des revues internationales. En outre, un article publié dans la revue *Indian Journal of Labour Economics* a valu à son auteur le prix du meilleur jeune économiste indien en économie du travail. Tout ceci atteste de la reconnaissance scientifique des travaux du Centre de Sciences Humaines dans la communauté internationale des chercheurs comme en Inde.

Véronique Dupont
Directrice du CSH
New Delhi, 27 février 2007

2. ORGANISATION ET GESTION DES RESSOURCES

2.1. Ressources humaines

A la fin de l'année 2006, l'équipe régulière du CSH comptait 24 personnes au total, dont la moitié de chercheurs ou doctorants. A ceci s'ajoute 20 chercheurs et étudiants en accueil au CSH pour des durées très variables, équivalant au total à 60 mois d'affiliation sur l'année 2006.

L'équipe administrative, en plus de la directrice et du secrétaire général-agent comptable (expatriés) comprend en recrutement local: une assistante de direction, une responsable des publications, un bibliothécaire documentaliste et deux assistants de comptabilité (la seconde recrutée en novembre 2006). Il convient de noter que l'agent comptable et ses deux assistants doivent consacrer une partie de leur temps à la comptabilité des deux autres établissements à autonomie financière du Ministère des Affaires Etrangères (MAE) en Inde, l'Institut Français de Pondichéry et le CEDUST de New Delhi.

L'équipe de recherche est répartie en quatre axes. En 2006, elle comprenait quatre chercheurs expatriés (deux par le MAE, une mise à disposition par le CNRS et une chercheuse affectée par l'IRD), trois doctorants français boursiers du MAE, et cinq allocataires post-doctorants du pays d'accueil. Quant aux chercheurs, doctorants et stagiaires en accueil pour de courtes durées, ils sont issus de diverses universités ou instituts de recherche, de France, d'autres pays européens et d'Inde.

L'organigramme détaillé du CSH, précisant les mouvements du personnel, est donné *infra*. Un tableau des accueils de chercheurs et étudiants avec leur affiliation par axe de recherche au CSH indique également les institutions d'origine et les durées de séjour.

2.2. Gestion financière

La subvention de fonctionnement du MAE s'est élevée à 190.000 € pour 2006 (soit 95 % de la dotation de 200.000 euros notifiée initialement). Ceci représente une réduction de 5 % par rapport à la dotation de l'année 2004, alors que le taux d'inflation en Inde s'est situé à 5 et 6 % par an.

La révision en 2006 de la grille des salaires de l'Ambassade, fixée par la Commission Interministérielle et qui s'applique au CSH, a entraîné une hausse de la masse salariale du personnel local –administratif et de service de 29 %.

En conséquence, la part de la dotation de fonctionnement du Ministère qui peut être allouée au soutien des programmes de recherche se trouve considérablement réduite. Rappelons que l'enveloppe de la subvention comprend la liquidation sur le budget du CSH de 2 postes de boursiers doctorants français (bourses de recherche) et de 5 postes de post-doctorants indiens (dont une co-financée par le *Council of Social Science Research*). Le rapport « Situation des comptes du CSH au 31 décembre 2006 » donne le poids respectif des principaux chapitres de dépenses pendant l'année 2006. Ces chiffres mettent également en évidence les points suivants :

La dotation de fonctionnement du CSH représente seulement 50 % du total des dépenses en 2006.

85 % de cette dotation a été affecté pour couvrir les frais fixes et autres dépenses régulières de fonctionnement (salaires, bibliothèque, réseau informatique, entretien et frais généraux) non affectés à la mise en œuvre des projets de recherche.

76 % du financement de la recherche en 2006 a été couvert par des sources extérieures à la dotation de fonctionnement du MAE. Ces sources de financement sont de nature ou complémentaires et sont énumérées ci-dessous en particulier :

- Le Fonds National de la recherche du Ministère de la recherche financé par l'Action Concertée Incitative « *urbain durable* » pour un projet de 5 ans sur « *Acteurs politiques urbaines* », mené en collaboration avec les Hautes Etudes de la recherche (financement de 74 000 € par le CSH).

- Financements ciblés du Programme Générale de la Coopération au Développement) du

programmes transversaux associant plusieurs instituts français de recherche à l'étranger:

- « *Recompositions de l'Islam contemporain et dynamiques économiques en Asie, du Caucase à la Chine* » (dont 92.000 € à gérer par le CSH sur deux ans);
- « *Mutations démocratiques dans les pays émergents* », coordonné par l'Institut Français d'Afrique du Sud (dont 14.240 € pour la participation du CSH à ce programme);
- « *Construction régionale et résistances nationales dans la région du Grand*

Mékong », coordonné par l'Institut de Recherche sur l'Asie du Sud Est Contemporaine (dont 4000 € pour la participation du CSH à ce programme).

Un financement de l'Agence Nationale pour la Recherche est par ailleurs attendu pour un projet collectif de trois ans sur « *Politiques urbaines, territoires et exclusions sociales: une comparaison Inde-Brésil* », qui sera conduit en collaboration avec le Centre d'Etudes de l'Inde et de l'Asie du Sud (CNRS-EHESS) (financement de 207.000 € dont 81.000 € à gérer par le CSH sur 2007-2009).

Situation des comptes du CSH au 31 décembre 2006

	Roupies	
Montant total des recettes (y compris financement des projets de recherche pluriannuels)	20 836 773	
Dotation de fonctionnement du MAE	10 341 167	
		= 49,6 % des dépenses
Montant des dépenses en 2006 :	15 252 084	
Incidence de la nouvelle grille salariale sur le total des salaires (personnel local administratif et de service)		+ 28,9%
Les postes de dépenses significatifs :		
Salaire du personnel local en 2006	2 344 955	= 15,4 % des dépenses ou 22,7 % de la dotation MAE
Bourses doctorales et post-doctorales	2 331 089	= 15,3 % des dépenses ou 22,6 % de la dotation MAE
Informatique (équipement et réseau)	650 989	= 4,3 % des dépenses
Bibliothèque (livres et abonnement), autres documentations	1 278 072	= 8,4 % des dépenses
Frais postaux	412 638	= 2,7 % des dépenses
Charges communes avec l'Ambassade (Nettoyage, gardiennage, électricité)	842 844	= 5,52 % des dépenses
<u>Dépenses liées directement aux projets de recherche</u>	6 465 399	= 42,4 % des dépenses
<u>Total des autres dépenses</u>	8 786 686	= 57,6 % des dépenses Ou 85,0 % de la dotation MAE

2.3. Locaux et équipement

Les locaux du CSH accueillent sur 378 m² répartis en deux bâtiments:

- l'équipe de recherche avec une capacité totale de 16 postes de travail informatisés, dont cinq pour des étudiants et chercheurs affiliés en accueil. Les quatre axes de recherche sont en mesure d'accueillir chercheurs, boursiers et stagiaires, sur des postes informatisés, reliés à l'intranet, l'Internet, ainsi qu'à la base de données des contacts du CSH, son fonds documentaire et le réseau des bibliothèques de Delhi (voir *infra*).
- l'administration: sept postes de travail informatisés;
- la bibliothèque: un poste de travail informatisé pour le bibliothécaire, deux postes d'accueil-consultation du réseau Internet et Intranet pour les visiteurs.

2.4. Bibliothèque

La collection de la bibliothèque du CSH a augmenté de manière substantielle en 2006, avec l'achat d'environ 250 livres. Ceci porte le nombre total d'ouvrages à plus de 8900 en décembre 2006, auxquels s'ajoutent une centaine de Cd-Roms.

Il faut ajouter à cela:

- 185 périodiques, y compris 90 abonnements en cours, en français (20) et en anglais (70);
- huit quotidiens indiens et un quotidien français;
- Une sélection de CD-ROM sur le recensement de l'Inde de 2001;
- Un abonnement depuis 2004 à Indiatat.com, un site web fournissant des données statistiques socio-économiques sur l'Inde;
- Et, depuis janvier 2005, un abonnement à une collection de journaux académiques en ligne, la base de données JSTOR.

La bibliothèque est équipée d'un logiciel performant de gestion (LIBSYS), qui permet d'optimiser l'accès à la base informatisée des références ainsi que la consultation du catalogue de la bibliothèque sur Internet (à l'adresse: <http://csh-del.oliveindia.com>).

La bibliothèque du CSH est intégrée au réseau de bibliothèques DELNET (*Developing Library Network*) qui permet l'emprunt entre bibliothèques de livres et d'articles, et offre l'accès à plus de six millions de références indexées dans la base de données DELNET de 1069 bibliothèques en Inde et dans d'autres pays.

Organigramme du Centre de Sciences Humaines au 31-12-2006

Direction	Véronique DUPONT, directrice (expatriée MAE depuis septembre 2003) et coordinatrice de l'Axe « Dynamiques Urbaines »
Administration générale et gestion financière	Jean-Luc GOURMELEN, secrétaire général & agent comptable (expatrié MAE, depuis mars 2006) * Mallika HANIF, assistante de direction Kulmohan SINGH, assistant de comptabilité* Shelly SHARMA, assistante de comptabilité (depuis novembre 2006) *
Secrétariat scientifique	Bertrand LEFEBVRE (Volontaire international d'octobre 2004 à septembre 2006), remplacé en février 2007 par Romain CHAPPUIS –Mi-temps sur les fonctions de secrétaire scientifique
Informatique (responsable du réseau interne et du site Internet)	Cédric BUISSART, Volontaire International (depuis mi-mars 2006)

* consacrent une partie de leur temps à la comptabilité des deux autres établissements à autonomie financière du MAE en Inde, l'Institut Français de Pondichéry et le CEDUST de New Delhi.

Publications, Documentation	Attreyee ROY CHOWDHURY, Responsable des publications Ved Narayan SINGH RAWAT, Bibliothécaire & Documentaliste
Standard, courses, entretien, divers	Mahesh KUMAR, standardiste et factotum Ashok KUMAR, standardiste et factotum Pushpa PARASAR, accueil et ménage

Recherche	
<i>Chercheurs français</i>	Laurent GAYER, coordinateur de l'axe « Relations Internationales » (expatrié MAE depuis février 2006) Nicolas GRAVEL, coordinateur de l'axe « Transition économique » (expatrié MAE depuis septembre 2004) Stéphanie TAWA LAMA-REWAL, coordinatrice de l'axe « Dynamiques Politiques » , chargée de recherche au CNRS mise à disposition du CSH pour 2 ans depuis septembre 2005. Marie-Hélène ZÉRAH, urbaniste, chargée de recherche à l'Institut de Recherche pour le Développement, affectée au CSH pour 2 ans depuis juillet 2005 dans le cadre d'une collaboration avec l' <i>Indira Gandhi Institute of Development Research</i> , Mumbai).
<i>Doctorants Bourses d'Aide à la Recherche MAE (BAR et ex-BCRD) ou Volontaires Internationaux (VI)</i>	Lionel BAIXAS, Sciences Politiques (BAR depuis octobre 2006) Bertrand LEFEBVRE, Géographie (VI mi-temps recherche d'octobre 2004 à septembre 2006, BAR plein temps recherche depuis octobre 2006) Cyril ROBIN, Sciences Politiques (BAR d'octobre 2004 à septembre 2006, ex-BCRD depuis octobre 2006) Benoît TARROUX, Economie (BAR depuis novembre 2006)
<i>Chercheurs indiens: allocataires post- doctorants et experts contractuels</i>	Deepa MENON-CHOUDHARY, Economie (de mars 2004 à mars 2006, allocation conjointe CSH- <i>Indian Council for Social Sciences Research</i>) – Remplacée par Rongili BISWAS, Economie (à partir de janvier 2007) HIMANSHU, Economie (depuis janvier 2006) Sanjay Kumar PANDEY, Sciences Politiques (maître de conférences à l'Université J. Nehru, à mi-temps au CSH depuis janvier 2006) Vineeta SHANKER, Programme Islam (de février 2006 à juillet 2006) – Remplacée par Zarin AHMED, Programme Islam (depuis novembre 2006) Swaran SINGH, Relations Internationales (maître de conférences à l'Université J. Nehru, à mi-temps au CSH depuis septembre 2002)

Chercheurs, doctorants et stagiaires accueillis au CSH en 2006

(avec affiliation par axe)

1. Dynamiques régionales en Asie du Sud et relations internationales			
Sébastien BOSSARD	Doctorant , histoire, Université de Nantes	Mi-juillet – fin août 2006	1,5 mois en 2006
Rémy DELAGE	Post-doctorant , <i>International Institute for the Study of Islam in the Modern World</i> , Leiden	Fin juin – fin août 2006 Décembre 2006	3 mois en 2006
Renaud EGRETEAU	Doctorant , Institut d'Etudes Politiques de Paris	Mars 2006	0,5 mois en 2006
Laurence HENRY	Post-doctorante en droit international, Centre d'Etudes et de Recherches Internationales et Communautaires, Aix-Marseille, titulaire d'une bourse Lavoisier du MAE	Octobre 2005- février 2006	2 mois en 2006
Grégoire HENRI-ROUSSEAU	Stagiaire , Ecole Spéciale Militaire de Saint Cyr	18 septembre - 8 décembre 2006	3 mois en 2006
Samadia SADOUNI	Post-doctorante , Centre d'Etudes d'Afrique Noire, Bordeaux	11 juillet - 4 octobre 2006	3 mois en 2006
2. Dynamiques politiques et transformations sociales			
Lionel BAIXAS	Doctorant , Institut d'Etudes Politiques de Paris	Novembre 2005 à mars 2006	3 mois en 2006
Radhika GOVINDA	Doctorante , Faculté d'Etudes Orientales, Université de Cambridge	Mi-juillet à fin octobre 2006	3,5 mois en 2006
Jules NAUDET	Doctorant , Institut d'Etudes Politiques de Paris	Août 2006 – janvier 2007	5 mois en 2006
Malte PEHL	Doctorant , Département de sciences politiques, <i>South Asia Institute</i> , Université de Heidelberg	Novembre 2005 à janvier 2006	1 mois en 2006
Sandra RUEHM	Doctorante , Département de sciences politiques, <i>South Asia Institute</i> , Université de Heidelberg	Août-octobre 2006	3 mois en 2006
3. Transition économique et développement durable			
Nina GUYON	Stagiaire , Etudiante ingénieur de 3ème année, Ecole Polytechnique, Palaiseau	10 avril 2006 – début juillet 2006	3 mois en 2006
Augustin MARIA	Doctorant , Université de Paris Dauphine et CERNA (Centre d'Economie Industrielle de l'Ecole Nationale Supérieure des Mines, Paris)	Novembre 2005 à mars 2006	3 mois en 2006

4. Dynamiques urbaines			
Paramita BANERJEE	Stagiaire , étudiante en M.Ph, Université J. Nehru de New Delhi, <i>Centre for the Study of Regional Development</i>	Octobre 2005 à février 2006 & août et septembre 2006	4 mois en 2006
Swati SACHDEV	Stagiaire , étudiante en M.Ph, Université J. Nehru de New Delhi, <i>Centre for the Study of Regional Development</i>	Octobre 2005 à février 2006 & août 2006	3 mois en 2006
Marie-Charlotte BELLE	Doctorante en histoire, Université de Paris 4	Janvier-mars 2006	3 Mois en 2006 à Delhi et Mumbai
Joseph CHAUVIN	Stagiaire , étudiant de géographie en Master 1, Université de Provence (Aix-Marseille I)	3 janvier 2006 – 22 mai 2006	5 mois en 2006
Géraldine SAVIN	Stagiaire , étudiante de géographie en Master 1, Université de Provence (Aix-Marseille I)	3 janvier 2006 – 22 mai 2006	5 mois en 2006
Charles-Noël EBANG	Stagiaire , étudiant en Master 2 de géographie en information spatiale et territoire, Université de Rouen	20 février 2006 - 5 mai 2006	3 mois en 2006
Derya OZEL	Stagiaire , étudiante en Master 2, aménagement et urbanisme, Université de Paris 8	10 juillet – 2 octobre 2006	3 mois en 2006 Stage effectué à Mumbai sous la supervision de M.H. Zérah

3. AXES ET PROJETS DE RECHERCHE

3.1. Dynamiques régionales en Asie du Sud et relations internationales

Coordination: Laurent GAYER

Le début de l'année 2006 a été marqué par le départ d'Eric Leclerc, coordinateur de l'axe depuis 2004, et son remplacement par Laurent Gayer (février 2006). En dépit de ce changement, l'axe reste focalisé sur les nouvelles relations internationales de l'Inde, dans leurs dimensions à la fois interétatiques et transnationales.

L'équipe de l'axe a été renforcée au cours de l'année 2006 par l'accueil de deux étudiants pour des stages de deux à trois mois : un étudiant de l'École spéciale militaire de Saint Cyr, Grégoire Henri-Rousseau, en vertu d'une collaboration institutionnelle instaurée en 2004 et un doctorant de l'université de Nantes, Sébastien Bossard.

Plusieurs projets engagés au cours des années précédentes sont entrés dans leur phase finale en 2006. C'est le cas, en particulier, du programme de recherche sur l'établissement de mesures de confiance entre l'Inde, la Chine et le Pakistan. L'étude consacrée à l'Initiative de Coopération Gange-Mékong approche également de sa conclusion. Ce projet s'insère dans le programme de recherche sur la région du Grand Mékong piloté par l'Institut de Recherche sur l'Asie du Sud-Est Contemporaine (IRASEC), basé à Bangkok.

De nouveaux projets ont également été lancés au cours de 2006, notamment celui consacré au nationalisme nucléaire indien.

L'axe « Relations Internationales » a par ailleurs été chargé de piloter le programme de recherche transversal du ministère des Affaires étrangères, « *Recompositions de l'islam contemporain et dynamiques économiques en Asie, du Caucase à la Chine* ». Tous les projets de recherche engagés dans le cadre de ce programme ont pu être menés à leur terme en 2006 et leurs résultats seront présentés au colloque international qu'organisera le CSH à Delhi les 16 et 17 avril 2007.

L'année 2006 a donc été une année fructueuse, en termes de synergies entre l'axe « Relations Internationales » et les autres instituts de recherche français en Asie, que ces

coopérations aient vu le jour dans le cadre du programme « *Islam en Asie* » ou dans celui du projet « *Gange-Mékong* ». De nouveaux partenariats restent cependant à consolider avec les départements de relations internationales des universités indiennes, en particulier avec le *Nelson Mandela Peace Studies Centre* de l'université *Jamia Millia Islamia* de New Delhi.

3.1.1. Processus d'intégration régionale

Les relations entre l'Inde et l'ASEAN dans le cadre de l'architecture régionale en construction

Laurence HENRY, post-doctorante, Centre d'études et de recherches internationales et communautaires (CERIC), Aix-en-Provence, affiliée au CSH de septembre 2005 à février 2006 (lrnhenry@aol.com).

Financement: Bourse Lavoisier du Ministère des Affaires Étrangères; CSH.

Problématique, objectifs et méthodologie

Dans le cadre de la *Look East policy*, l'Inde développe des relations privilégiées avec l'ASEAN (*Association of South East Asian Nations*). Dans le domaine du commerce international et de la coopération économique, en particulier, les initiatives sont nombreuses. Certains traités de base ont déjà été signés entre l'Inde et l'ASEAN, afin d'identifier les objectifs de leur coopération, mais leur mise en œuvre reste relativement lente. À la périphérie, d'autres initiatives ont été lancées, que ce soit dans un cadre sous-régional, notamment avec le *Mekong-Ganga Cooperation Programme* ou la BIMSTEC (Communauté de la Baie du Bengale), ou par le biais d'accords bilatéraux avec certains partenaires privilégiés de l'Inde. Enfin, ces accords régionaux doivent se conformer au droit de l'OMC, qui est au cœur de la régulation normative du commerce mondial.

Ces différents cercles de relations forment une toile complexe d'accords et d'institutions complémentaires et concurrents. De plus, leur nombre pléthorique ne leur donne pas toujours une très grande lisibilité et entraîne une certaine insécurité juridique. La première étape, de ce projet a donc consisté à référencer les traités

internationaux, les acteurs, institutions, et modes de règlement des différends, publics et privés, impliqués. Il s'est ensuite agi de comparer le contenu et l'effectivité de ces différentes formes de collaboration, étant donné que les États et Organisations sous-régionales ne leur donnent pas les mêmes moyens juridiques, institutionnels et financiers. De manière plus théorique, la dernière partie du projet a consisté à mesurer les implications de ces relations multiformes entre l'Inde, l'ASEAN et certaines de ses États membres pour la construction régionale en devenir.

Bien que ce projet soit fondamentalement transdisciplinaire, l'objectif était d'apporter une approche et une grille de lecture juridiques à un thème essentiellement traité par les économistes et les spécialistes des relations internationales.

Activités réalisées en 2006

Ce projet de recherche est arrivé à son terme en 2006 et ses principaux résultats seront publiés dans un *Occasional Paper* du CSH en 2007.

L'initiative de Coopération Gange-Mékong

Swaran SINGH, Maître de conférences à l'Université Jawaharlal Nehru (New Delhi) et chercheur contractuel au CSH (singh@csh-delhi.com).

Partenariat institutionnel: Institut de Recherche sur l'Asie du Sud-Est Contemporaine (IRASEC, Bangkok).

Financement: CSH & IRASEC.

Problématique, objectifs et méthodologie

Depuis l'élargissement de l'ASEAN au cours des années 1990 (qui a abouti à l'entrée du Cambodge, du Laos, du Myanmar et du Vietnam dans l'organisation), l'Inde et la Chine partagent désormais des frontières avec les États membres de cette organisation de coopération régionale. Cet état de fait a encouragé l'Inde et la Chine à approfondir leurs relations avec la région du « *Grand Mékong* ». La politique d'engagement de l'Inde dans cette région s'est opérée dans le cadre de l'Initiative de coopération Gange-Mékong et a été stimulée par l'activisme croissant de la Chine dans cette même région.

Cette étude vise à comprendre l'importance stratégique croissante de la région du Grand

Mékong pour les puissances régionales, ainsi qu'à évaluer les premiers résultats de la politique d'engagement de l'Inde vis-à-vis de ces États. Ce projet de recherche s'appuie sur des matériaux de première et de seconde main, en particulier sur des discussions avec les experts et les officiels de la région.

Activités réalisées en 2006

L'année 2006 a été consacrée aux activités suivantes : une étude préliminaire du sujet et de la région; la soumission d'un projet de recherche formel en mars 2006 à l'IRASEC; une mission préliminaire en Thaïlande en octobre 2006; une mission de 15 jours en Bangkok et à Hanoi en décembre 2006.

Résultats en 2006

Un manuscrit préliminaire de 65 pages a été rédigé en 2006, et sera développé en 2007 en vue de la publication d'un ouvrage sur le sujet. Ce programme de recherche devrait aussi donner lieu à la publication par l'IRASEC d'un *Occasional Paper* en juin 2007.

3.1.2. Politiques nucléaires en Asie du Sud

La gestion des tensions nucléaires entre la Chine, l'Inde et le Pakistan: enseignements tirés de l'expérience européenne relative au développement des mesures de réduction des risques nucléaires

Swaran SINGH, Maître de conférences à l'Université Jawaharlal Nehru (New Delhi) et chercheur contractuel au CSH (singh@csh-delhi.com).

Financement: CSH.

Problématique, objectifs et méthodologie

L'objectif des initiatives politiques et l'intérêt de la recherche universitaire à propos des relations entre la Chine, l'Inde et le Pakistan se sont déplacés depuis 1998, de la résolution des conflits existants par l'établissement de mesures de confiance (*Confidence Building Measures*), vers la question plus ciblée des mesures de réduction des risques nucléaires. Dans ce contexte, cette étude vise à retracer l'évolution de ces relations depuis l'accord cadre signé entre l'Inde et le Pakistan lors du sommet de Lahore en février 1999 et l'établissement du Dialogue de sécurité entre la Chine et l'Inde en juin 2000.

Ces mesures de réduction des risques nucléaires sont examinées à l'aune de l'expérience européenne relative aux mesures de confiance dans le domaine nucléaire issue des processus d'Helsinki et de Vienne. Malgré la résurgence intermittente des tensions, ces trois processus mettent tous désormais l'accent sur la menace que constituent les tests et missiles nucléaires, les mesures de réduction du risque nucléaire étant souvent considérées comme une condition préalable à toute autre initiative visant la paix et la stabilité durables.

Activités réalisées en 2006 et résultats

En 2006, les objectifs de ce projet ont été réalisés avec le dépôt d'un manuscrit pour la publication d'un ouvrage en 2007.

Autre programme lié à des thèmes similaires

Une élève officier de l'Ecole Militaire Spéciale de Saint Cyr, Grégoire Henri-Rousseau, a été accueilli pour un stage de recherche de trois mois au CSH, de septembre à décembre 2006, dans le cadre d'une collaboration institutionnelle. Placé sous la supervision de Swaran Singh, il a conduit une étude sur la stratégie nucléaire indienne de 1947 à 1998. Les résultats de son travail ont donné lieu à une présentation au CSH en décembre 2006.

Le nationalisme nucléaire indien : politique et symbolique de la puissance nucléaire dans un Etat post-colonial

Laurent GAYER, chercheur CSH et chercheur associé au Centre d'Etudes de l'Inde et de l'Asie du Sud (CEIAS), Paris (laurent.gayer@csh-delhi.com).

Financement: CSH.

Problématique, objectifs et méthodologie

Ce projet a pour objet les politiques et la symbolique de la puissance nucléaire, civile et militaire, dans l'Inde contemporaine, qui font intervenir l'Etat indien (et plus spécifiquement son « enclave stratégique ») mais aussi sa société, y compris dans ses extensions diasporiques. L'objectif de ce projet est d'abord de jeter un nouvel éclairage sur un objet canonique de la théorie des relations internationales, la « puissance nucléaire », en regardant moins du côté de la stratégie que du politique et du symbolique. De fait, le développement du programme nucléaire indien, dans son volet civil comme dans son volet militaire, à partir des années 1950, a moins été

guidé par un grand dessein stratégique que par un projet nationaliste paré des attributs de la modernité scientifique.

La première étape de ce programme de recherche consistera à évaluer les relations entre la science et le nationalisme dans l'Inde post-coloniale. Dans la continuité des travaux de Deepak Kumar et Gyan Prakash, il s'agira de montrer que le nationalisme nucléaire indien s'apparente à une forme de fétichisme scientifique, dans lequel les réalisations technologiques de l'Etat se trouvent érigées en symboles du génie et du destin glorieux de la nation.

Dans un deuxième temps, cette étude s'intéressera à la sociologie et aux modes opératoires de l'« enclave stratégique » (Itty Abraham) indienne, afin d'évaluer le rôle des scientifiques en charge des programmes nucléaire et balistique dans la formation d'une nouvelle identité nationale, traduisant l'aspiration de l'Inde à une meilleure reconnaissance internationale au nom de ses réalisations technologiques. Ce programme de recherche s'efforcera également de décrypter les évocations du fait nucléaire de la part des élites politiques et stratégiques indiennes (leur *nukespeak*), et s'intéressera en parallèle au mouvement anti-nucléaire indien et, plus largement, sud-asiatique. L'effet de miroir de ce nationalisme nucléaire sur le Pakistan voisin méritera aussi un traitement spécifique, à l'instar des réactions des partenaires de l'Inde.

Activités réalisées en 2006

Le projet a débuté en février 2006 et devrait arriver à terme en décembre 2007. Une première enquête de terrain a pu être conduite en 2006, au Pakistan (Karachi) et en Inde (Tirupati), à la rencontre des pacifistes de la région. Au Pakistan, les co-fondateurs de la principale organisation pacifiste régionale, le *Forum indo-pakistanaï pour la paix et la démocratie* (PIFPD), fondé en 1994, ont été longuement interviewés et ont accepté d'ouvrir leurs archives, rassemblant les principales publications (en ourdou et en anglais) du mouvement anti-nucléaire indo-pakistanaï. En Inde, le travail de « terrain » s'est concentré sur une manifestation pacifiste et anti-communautaire organisée à Tirupati (Andhra Pradesh) en novembre 2006 par la députée du Congrès, Nirmala Deshpande.

Résultats en 2006

Un travail bibliographique préliminaire a permis de collecter la littérature consacrée à la nucléarisation indienne et au phénomène du nationalisme nucléaire. L'enquête préliminaire réalisée en Inde et au Pakistan a, pour sa part, permis de rassembler les publications du mouvement pacifiste régional, qui loin d'être homogène rassemble des idéologues de la non-violence (les Gandhiens fédérés par Nirmala Deshpande), d'anciens gauchistes (tels que les fondateurs du PIFPD), des officiers retraités, des féministes et des scientifiques. L'étude de ce mouvement pacifiste régional, largement méconnu, sera complétée en 2007 par une analyse des « enclaves stratégiques » indienne et pakistanaise, si possible à travers une série d'entretiens mais aussi et surtout à travers une analyse de discours visant à décrypter le « *nukespeak* » des élites politiques et stratégiques indiennes.

3.1.3. *Recompositions de l'islam contemporain et développement économique en Asie, du Caucase à la Chine*

Responsable du projet: Laurent GAYER, chercheur CSH et chercheur associé au Centre d'Etudes de l'Inde et de l'Asie du Sud (CEIAS), Paris (laurent.gayer@csh-delhi.com).

Partenariats institutionnels: Institut Français d'Etudes sur l'Asie Centrale (IFEAC), Tachkent; Institut de Recherche sur l'Asie du Sud-Est Contemporaine (IRASEC), Bangkok; Centre d'Etudes Français sur la Chine Contemporaine (CEFC), Hong-Kong; Institut Français d'Afrique du Sud (IFAS), Johannesburg; Centre d'Etudes de l'Inde et de l'Asie du Sud (CEIAS), Paris; *Institute of Strategic Studies*, Islamabad.

Financement: Direction Générale de la Coopération Internationale et du Développement au Ministère des Affaires Etrangères (Programme transversal des Instituts Français de Recherche à l'Etranger); CSH.

Problématique, objectifs et méthodologie

L'objectif général de ce programme est de parvenir à une meilleure compréhension de l'évolution contemporaine de l'Islam dans le contexte post-1979 et de ses facteurs déterminants, dans les régions d'Asie centrale,

du Sud et du Sud-Est jusqu'à la Chine. Deux directions de recherche complémentaires ont été traitées.

La première visait à identifier les divers courants religieux et nouvelles pratiques et à analyser les recompositions en cours, afin de replacer la diffusion de l'Islam radical au sein des diverses dynamiques qui façonnent les sociétés musulmanes étudiées. Il s'agissait ainsi d'examiner l'avènement d'un islam mondialisé, des logiques d'individualisation et de sécularisation qui n'excluent pas la radicalisation, la remise en cause des autorités traditionnelles, l'échec de l'islam politique. Une attention particulière a également été portée aux canaux de transmission des idéologies et des modèles.

La seconde direction de recherche portait sur les interactions réciproques entre, d'une part, ces idéologies et pratiques religieuses et, de l'autre, le développement économique des pays concernés et/ou de leurs communautés musulmanes.

L'enjeu ne se limite pas à l'opposition éventuelle entre la montée de certaines formes d'islam radical et les options de développement économique du pays affecté. Il convenait d'examiner au préalable dans quelle mesure les politiques économiques et sociales mises en œuvre, et surtout leurs insuffisances, ont pu favoriser certains mouvements ou pratiques au sein de la communauté musulmane. Dans un deuxième temps, il s'agissait de distinguer au sein de l'islam non seulement des courants très variés dans leur approche de l'intervention socio-économique, mais également deux niveaux d'influence : ce qui est prêché au niveau des discours, et ce qui est effectivement appliqué dans les pratiques quotidiennes des communautés musulmanes.

Activités de recherche réalisées en 2006

Tous les chercheurs affiliés au programme ont pu conduire leurs enquêtes de terrain en 2006. Deux post-doctorants affiliés à d'autres institutions scientifiques ont été rattachés au CSH à l'occasion de leur séjour en Inde, à l'instar de Rémy Delage (*Institute for the Study of Islam in the Modern World*, ISIM, Leiden), qui a passé trois mois en Inde dans le cadre de sa recherche sur la réforme des *madrassas*, et de Samadia Sadouni (Centre d'Etudes de l'Afrique Noire, CEAN, Bordeaux), qui a passé trois mois à Delhi, en Uttar Pradesh et à Mumbai dans le cadre de son enquête sur la polémique islamo-

chrétienne dans l'Inde coloniale et sa traduction dans les techniques de réislamisation du prêcheur Zakir Naik. Le coordinateur du programme, Laurent Gayer, a pour sa part passé un mois à Karachi dans le cadre de son projet de recherche (réalisé en collaboration avec Michel Boivin, CNRS/CEIAS, Paris) sur la « sécularisation nationaliste » des *Mohajirs* du Sind pakistanais.

Vineeta Shanker, chercheuse contractuelle au CSH de février à juillet 2006, a conduit, en collaboration avec B.L. Joshi (de l'Organisation *Knowledge, Awareness and Management*), des enquêtes quantitatives et qualitatives sur la condition socio-économique des musulmans dans l'Etat de l'Uttar Pradesh.

Zarin Ahmad, post-doctorante spécialiste de la minorité musulmane du Sri-Lanka, a pour sa part rejoint le programme en novembre après s'être vue attribuer une bourse de recherche d'un an. Son projet de recherche porte sur le processus de mobilité sociale des bouchers musulmans du Vieux Delhi.

Un séminaire de recherche mensuel a également été lancé par Laurent Gayer dans le cadre de ce programme, « *Dynamiques de l'islam sud-asiatique* », qui a permis aux chercheurs du programme de présenter leurs premiers résultats mais aussi d'accueillir de jeunes chercheurs indiens, américains ou britanniques consacrant leurs recherches aux pratiques religieuses ou à la condition socio-économique des populations musulmanes de la région.

Une équipe de chercheurs du CSH (Laurent Gayer, Bertrand Lefebvre, Cyril Robin, Zarin Ahmad et Rémy Delage) ont parallèlement collaboré à un *Atlas des minorités musulmanes en Asie*, coordonné par Michel Gilquin pour le compte de l'IRASEC à Bangkok. L'équipe du CSH s'est chargée de la réalisation des textes et des planches cartographiques consacrés aux minorités musulmanes d'Asie du Sud (Inde, Sri-Lanka, Népal).

Résultats en 2006

Le CSH organisera à Delhi les 16 et 17 avril 2007 un colloque international consacré au thème « *Dynamiques de l'islam contemporain et développement économique en Asie, du Caucase à la Chine* ». La plupart des chercheurs associés au programme, du CSH ou d'autres instituts, présenteront à cette occasion les résultats de

leurs recherches. Les meilleures communications présentées à ce colloque seront publiées dans un ouvrage collectif, en anglais, en 2008.

3.2. Dynamiques politiques et transformations sociales

Coordination: Stéphanie TAWA LAMA-REWAL

Le département a accueilli au cours de l'année cinq doctorants-stagiaires : deux dans le cadre de la convention de stage avec Sciences-Po (Lionel Baixas de novembre 2005 à mars 2006, puis Jules Naudet d'août 2006 à janvier 2007); deux dans le cadre de l'accord avec le *South Asia Institute* de Heidelberg (Malte Pehl de novembre 2005 à janvier 2006, puis Sandra Ruehm d'août à octobre 2006); et une doctorante de l'université de Cambridge, Radhika Govinda (de juillet à octobre 2006). Le département compte un autre doctorant, Cyril Robin (boursier CSH), un post-doctorant (Samuel Berthet, associé au CSH), ainsi qu'un chercheur confirmé, Sanjay Kumar Pandey.

Ce nombre relativement important de chercheurs et doctorants a permis de nourrir une dynamique collective qui s'articule essentiellement autour d'un séminaire mensuel de recherche sur « *Les formes et les enjeux contemporains de la mobilisation politique en Inde* ». Ce séminaire, qui a débuté en 2006, est aussi l'un des sites de la réalisation du projet collectif intitulé « *Le renouvellement de la démocratie indienne en question* », conduit par une équipe composée de tous les membres du département, ainsi que de Marie-Hélène Zérah, Gilles Verniers (doctorant à l'Institut d'Etudes Politiques de Paris) et de deux chercheurs indiens extérieurs au CSH (voir ci-dessous).

Les travaux menés par les membres du département en 2006 relèvent principalement de deux grandes thématiques : l'évolution du fédéralisme indien (défi des dynamiques identitaires, enjeux de la création des nouveaux Etats, rôle croissant des partis politiques régionaux, notamment à travers les gouvernements de coalition); et l'évolution des pratiques démocratiques (renouvellement des élites politiques, formes émergentes de mobilisation, retour historique sur les développements divergents des régimes politiques indien et pakistanais, mouvement des femmes).

3.2.1. L'évolution du fédéralisme indien

Les défis du fédéralisme indien: Politiques identitaires et auto-détermination

Sanjay Kumar PANDEY, Maître de conférences à l'Université Jawaharlal Nehru (New Delhi) et chercheur contractuel au CSH (skpandey@csh-delhi.com).

Financement: CSH.

Problématique, objectifs et méthodologie

Il s'agit d'une étude comparative des mouvements séparatistes au Nagaland et au Mizoram. Ces deux Etats comprennent principalement des populations tribales et chrétiennes (bien que de confessions différentes), et sont à présent pacifiés. Cependant, alors qu'il existe au Nagaland des organisations politiques qui revendiquent encore la « souveraineté » et sont engagées dans des négociations prolongées avec le gouvernement indien, il n'existe rien de tel au Mizoram. La comparaison de ces deux cas a pour objectif de déterminer la nature et le rôle des politiques identitaires et des élites dans les mouvements séparatistes de ces deux états.

Cette étude contemporaine se réfère au contexte historique. L'analyse historique de l'évolution du fédéralisme indien se focalisera notamment sur les développements particuliers aux deux Etats pré-cités, à travers l'analyse de contenu de documents des organisations séparatistes. Elle sera complétée par des enquêtes effectuées au Nagaland et au Mizoram visant à évaluer les opinions des habitants. On tentera de mesurer, d'établir et de hiérarchiser les différents facteurs et variables à l'origine des aspirations séparatistes dans les deux Etats.

Activités réalisées en 2006

En 2006, une revue des publications séparatistes et une enquête par questionnaires (220 au Nagaland et 160 au Mizoram) ont été effectuées. En mai et juin, S.K. Pandey s'est rendu dans la région et a conduit des entretiens approfondis avec divers acteurs politiques des deux Etats.

Résultats en 2006

Quelques résultats préliminaires se dégagent :

- La politique identitaire a joué un rôle prépondérant dans les mouvements Naga et Mizo. La nature plus cristallisée de l'identité

Mizo, basée sur une langue commune et des distinctions tribales insignifiantes, a contribué au processus de pacification et à la résolution du problème. Au contraire, l'absence d'une langue commune parmi les Nagas et la primauté de l'affiliation tribale sur l'identité Naga dans son ensemble ont fragmenté le mouvement, rendu introuvable un consensus sur les objectifs et le règlement du problème difficile. Parmi les Nagas, l'identité tribale individuelle prévaut sur l'identité chrétienne, chaque tribu possédant des églises séparées, ce qui a limité le rôle de l'Eglise en tant que modérateur des conflits entre tribus et catalyseur du processus de paix.

- Les carences et négligences économiques ont constitué un facteur notable mais jamais dominant de l'essor des mouvements Naga et Mizo. C'est pourquoi les programmes de développement économique ne peuvent que partiellement satisfaire les aspirations des deux populations.

Institutions, stratégie et politique dans la politique des coalitions: Les Etats de l'Union Indienne de 1990 à 2000

Malte PEHL, doctorant, enseignant à mi-temps à l'Université de Heidelberg en Allemagne; affilié au CSH de novembre 2005 à janvier 2006 (mpehl@sai.uni-heidelberg.de).

Partenariat institutionnel: South Asia Institute, Université de Heidelberg.

Financement: Université de Heidelberg (salaire et voyage); soutien logistique et financier du CSH.

Problématique, objectifs et méthodologie

Ce projet explore les relations entre les stratégies de mobilisation des partis politiques dans les Etats de l'Union indienne et l'évolution des dépenses gouvernementales liées aux prestations sociales et aux investissements dans les biens publics.

Il s'agit d'une étude empirique fondée sur une analyse statistique des données de niveau macro sur les partis, les coalitions, les systèmes de parti et les dépenses publiques. Cette analyse est complétée par une enquête auprès d'experts de la vie politique locale dans chacun des Etats étudiés.

Activités réalisées en 2006

Le projet a débuté 1^{er} janvier 2004 et devrait s'achever en juin 2007.

Les résultats de la recherche contribueront à la compréhension des rapports différentiels entre, d'une part, la mobilisation clientéliste par les partis politiques indiens et, de l'autre, la prestation des biens publics et des programmes sociaux par les gouvernements dans les Etats de l'Union Indienne. On cherchera à mettre en lumière les relations entre le processus politique et ses institutions, et la capacité des hommes politiques à réagir face aux besoins réels de la société.

Les techniques de l'information et de la communication au service du développement en Inde: défis et perspectives

Sandra RUEHM, doctorante à l'Université de Heidelberg (Allemagne), affiliée au CSH d'août à octobre 2006 (sandra.ruehm@gmail.com).

Partenariat institutionnel: South Asia Institute, Université de Heidelberg.

Financement: DAAD; soutien logistique et financier du CSH.

Problématique, objectifs et méthodologie

Aujourd'hui, l'Inde est présentée comme une nouvelle « *superpuissance du savoir* », ce qui se manifeste dans la tendance du gouvernement à promouvoir les technologies de l'information et de la communication (TIC) dans le but de combler les écarts de développement. Mais l'impact véritable des TIC sur le développement demeure controversé. Ce projet a pour premier objectif de déterminer dans quelle mesure les TIC peuvent contribuer à accélérer le développement, en se focalisant sur les initiatives politiques basées sur les TIC et les interventions pour le développement dans quelques Etats de l'Union Indienne. Cette étude se concentre également sur la capacité des gouvernements des Etats indiens à garantir un niveau d'éducation élevé, ce qui constitue non seulement un élément de base pour une société basée sur la promotion de la connaissance, mais aussi un des facteurs les plus importants pour combattre la pauvreté et accélérer le développement social. L'analyse empirique se fonde sur une approche théorique centrée sur le rôle des acteurs, qui prend également en compte le profil politique des unités étudiées, leurs bases institutionnelles et les structures économiques sous-jacentes.

Activités réalisées en 2006

Ce projet de recherche a débuté en juillet 2004 à l'université de Heidelberg, et devrait

s'achever en juillet 2008. Le séjour au CSH (avec un terrain au Tamil Nadu) a permis de conduire des recherches en bibliothèque et dans des centres spécialisés, la réalisation d'entretiens semi-directifs avec tous les acteurs concernés, ainsi que des visites à des institutions engagées dans le développement à travers les TIC.

Résultats attendus

Le projet devrait permettre de mieux comprendre le rôle que les technologies de l'information et de la communication peuvent jouer dans le développement et mettra en lumière les conditions préalables à l'utilisation efficace des TIC pour la réduction de la pauvreté et le développement durable en Inde.

3.2.2. L'évolution des pratiques démocratiques en Asie du sud

Le renouvellement des pratiques démocratiques indiennes en question

Responsable du projet: Stéphanie TAWA LAMA-REWAL, chargée de recherche au Centre d'Etudes de l'Inde et de l'Asie du Sud (CNRS-EHESS), mise à disposition du CSH depuis septembre 2005 (tawalama@ehess.fr).

Autres participants:

Cyril ROBIN, doctorant à l'Institut d'Etudes Politiques de Paris et boursier du Ministère des Affaires Etrangères au CSH depuis octobre 2004;

Samuel BERTHET, post-doctorant, associé au CSH;

Sanjay Kumar PANDEY, Maître de conférences à l'Université Jawaharlal Nehru de New Delhi et chercheur contractuel au CSH;

Marie-Hélène ZERAH, chargée de recherche à l'Institut de Recherche sur le Développement, affectée au CSH depuis juillet 2005;

Ilina SEN, chargée de recherche au *Mahatma Gandhi Antarrashtriya Hindi Vishwavidyalaya*, Wardha;

Pradeep SHARMA, Maître de conférences à l'Université Jawaharlal Nehru de New Delhi; Lionel BAIXAS, doctorant à l'Institut d'Etudes Politiques de Paris; affilié au CSH de novembre 2005 à Mars 2006; boursier du Ministère des Affaires Etrangères au CSH depuis octobre 2006;

Gilles VERNIERS, doctorant à l'Institut d'Etudes Politiques de Paris.

Partenariat institutionnel: Institut Français d'Afrique du Sud, Johannesburg (IFAS).

Financement: Direction Générale de la Coopération Internationale et du Développement au Ministère des Affaires Etrangères (Programme transversal des Instituts Français de Recherche à l'Étranger); CSH.

Problématique, objectifs et méthodologie

Elaboré en réponse à l'appel à projets du programme transversal des Instituts français de recherche à l'étranger intitulé « *Mutations démocratiques dans les pays émergents: Amérique latine, Afrique, Asie – 1990-2005* » et coordonné par l'IFAS, ce projet vise à articuler plusieurs projets individuels autour d'un questionnement commun sur la profondeur et l'impact de plusieurs phénomènes qui semblent relever d'un renouvellement des pratiques démocratiques indiennes. Il s'agit d'abord d'évaluer l'impact du renouvellement des élites politiques (lié notamment aux quotas et à l'affirmation de partis représentant les castes inférieures), à travers l'analyse de la relation entre représentation des identités et représentation des intérêts; puis d'évaluer la profondeur du renouvellement des structures mobilisatrices, en étudiant la relation entre les dimensions participative et représentative de la démocratie locale, notamment dans le cadre des grandes villes.

Les neuf études individuelles sur lesquelles s'appuie ce projet s'inscrivent dans trois équipes définies par le type de site politique étudié : les assemblées législatives des Etats, les collectivités locales créées dans le cadre de la politique de décentralisation, et les associations de résidents dans les mégapoles indiennes.

La réflexion commune progresse à travers un séminaire mensuel consacré à l'un des thèmes centraux de ce programme : les formes, les objets et les enjeux des mobilisations politiques en Inde. Le séminaire, ouvert à tous les chercheurs intéressés au-delà des membres de l'équipe, a débuté en juin 2006 et a constitué un support important de la dynamique collective du programme.

Activités réalisées en 2006

La conceptualisation de ce projet ainsi que la constitution de l'équipe chargée de sa réalisation ont eu lieu en novembre 2005 ; un atelier de lancement a été organisé au CSH en janvier 2006 ; le projet devrait s'achever en juillet 2007 par un atelier de conclusion auxquels participeront des chercheurs travaillant sur

l'Afrique du Sud dans le cadre du même programme transversal.

Formes et enjeux contemporains de la mobilisation politique et infra politique dans l'Inde urbaine

Stéphanie TAWA LAMA-REWAL, chargée de recherche au Centre d'Etudes de l'Inde et de l'Asie du Sud (CNRS-EHESS), mise à disposition du CSH depuis septembre 2005 (tawalama@ehess.fr).

Financement: CSH.

Problématique, objectifs et méthodologie

Les métropoles indiennes sont aujourd'hui un site important d'innovation politique, du fait de la politique de décentralisation, mais aussi parce qu'elles sont les vitrines d'Etats soucieux d'afficher leur pratique de la « *bonne gouvernance* » prescrite par la Banque mondiale. Les nouvelles formes de mobilisation locale, politique et infra politique, apparaissant dans plusieurs villes indiennes depuis une dizaine d'années, semblent ainsi répondre à l'impératif de participation. Le projet comprend une étude détaillée, à Delhi, de ces mobilisations émergentes, afin d'une part de contribuer à la connaissance de ce qu'est la société civile en Inde, et à la compréhension des ressorts locaux de la démocratie, souvent qualifiée de procédurale dans ce pays; et d'autre part afin de tester, à travers une étude empirique, la notion de démocratie participative.

Cette étude repose sur une enquête de terrain de type ethnographique faisant une large part à l'observation directe d'auditions publiques, de réunions d'associations, de conseils municipaux, etc. Cette enquête est située dans un certain nombre de quartiers sélectionnés en fonction de variables considérées comme explicatives de l'intensité de la mobilisation dans les hypothèses de recherche. Elle est complétée par des entretiens semi directifs et l'analyse de contenu des journaux de quartier.

Activités réalisées en 2006

Ce projet a débuté en novembre 2005 et devrait s'achever en décembre 2007.

L'année 2006 a été consacrée à la réalisation d'une importante collecte de données, étalée sur six mois : entretiens, observation directe de diverses manifestations, analyse du discours de la presse en anglais sur les associations de

résidents, collecte de données administratives sur ces associations.

Résultats en 2006

Les résultats préliminaires, présentés lors d'un colloque à Paris en novembre 2006, montrent que les associations de résidents sont devenues un acteur légitime de la gouvernance urbaine, avec un impact négatif sur l'accès à la « prise de parole » des pauvres urbains.

La représentation des basses castes (*Other Backward Classes*) sur la scène électorale du Bihar, 1952-2005

Cyril ROBIN, doctorant à l'Institut d'Etudes Politiques de Paris/Centre d'Etudes et de Recherches Internationales; boursier du Ministère des Affaires Etrangères au CSH depuis octobre 2004 (cyril.robin@csh-delhi.com).

Financement: CSH.

Problématique, objectifs et méthodologie

Si l'arrivée au pouvoir de basses castes constitue une étape décisive dans le processus de démocratisation de la politique au Bihar, comment devons-nous interpréter cette représentation croissante de citoyens qui, jusqu'à la fin des années 1980, n'avaient qu'un accès réduit au pouvoir politique? Le premier objectif de cette recherche est d'identifier les principaux facteurs politiques qui ont permis aux *Other Backward Classes* (OBC- ou autres classes défavorisées) de dominer la scène politique du Bihar à partir de 1990. Le second objectif de l'étude est d'aller au-delà d'une simple description de l'évolution de la représentation des OBC en proposant une analyse du sens de cette représentation pour les OBC et des limites de la démocratisation par la caste, et en s'intéressant notamment au fonctionnement des partis de basses castes.

L'analyse de l'évolution du profil sociologique du personnel politique repose sur des données collectées lors d'enquêtes de terrain. Ces données portent sur l'identité de caste des membres de l'Assemblée législative du Bihar et des membres des comités exécutifs des partis politiques présents au Bihar. Ces enquêtes, qui visent à constituer une base de données, sont complétées par des interviews de leaders politiques.

Activités réalisées en 2006

Ce projet de recherche doctorale devrait s'achever avec une remise de thèse prévue en 2007. L'année 2006 a été consacrée au début de la rédaction de la thèse et à une mission de terrain effectuée au mois de juillet à Patna.

Résultats en 2006

La thèse vise à démontrer que l'évolution de la représentation des castes au sein de l'assemblée du Bihar, tout en étant caractérisée par l'intégration de catégories sociales jusque-là politiquement marginalisées, n'en constitue pas moins un processus largement inachevé dans la mesure où seules quelques castes, parmi les plus influentes, en ont bénéficié. Il apparaît que ces castes nouvellement au pouvoir depuis 1990 n'ont pas plus à cœur de créer des espaces d'intégration au sein de la classe politique du Bihar en faveur des castes les plus défavorisées que les hautes castes ne souhaitent les faire pour les *Backward Castes*.

De la démocratie en Asie du Sud. Analyse historique et comparative des processus de démocratisation en Inde et au Pakistan entre 1947 et 1958

Lionel BAIXAS, doctorant à l'Institut d'Etudes Politiques de Paris/Centre d'Etudes et de Recherches Internationales (CERI), affilié au CSH de novembre 2005 à mars 2006; boursier du Ministère des Affaires Etrangères au CSH depuis octobre 2006 (lionel.baixas@csh-delhi.com).

Partenariat Institutionnel: Institut d'Etudes Politiques de Paris.

Financement: Bourse Jean-Walter Zeldidja de l'Académie Française; CSH.

Problématique, objectifs et méthodologie

Ce projet vise à déterminer dans quelle mesure et pour quelles raisons la traditionnelle dichotomie entre démocratie en Inde et autoritarisme au Pakistan n'est analytiquement et empiriquement pas valable. Pour ce faire, la recherche se concentre sur deux institutions: l'élection et l'exception, qui sont en général respectivement présentées comme la base de la démocratie et de l'autoritarisme. Il s'agit de démontrer que les régimes politiques indiens et pakistanais sont des régimes hybrides, respectivement une démocratie illibérale et un autoritarisme compétitif, mêlant institutions démocratiques et autoritaires.

La méthodologie de cette recherche repose sur l'analyse des interactions entre structures institutionnelles et dynamiques socio-politiques. A l'analyse de sources primaires (archives, documents officiels), elle mêle l'étude de sources secondaires (presse, biographies, recherche), le tout s'appuyant sur une série d'entretiens semi-directifs sur le terrain avec les acteurs concernés (universitaires, juges, avocats, politiciens, activistes, militants, militaires). Les principaux éléments du corpus théorique qui sous-tend cette étude sont la sociologie politique, l'analyse politique comparée et la transitologie.

Activités réalisées en 2006

Le projet a été initié en octobre 2004 et devrait s'achever en octobre 2008. Au cours de l'année 2006, Lionel Baixas a consulté les archives disponibles aux *National Archives of India* et au *Nehru Memorial Museum and Library* à *Teen Murti Bhavan*. Il a également eu des entretiens avec des chercheurs et professeurs des universités *Jawaharlal Nehru* et *Jamia Millia Islamia* à Delhi.

Résultats en 2006

La recherche d'informations et de documents a été achevée pour ce qui concerne l'étude du développement des institutions électorales en Inde et au Pakistan depuis 1947.

Mouvement de femmes en Inde et Culture de l'action sociale

Radhika GOVINDA, doctorante à l'université de Cambridge, affiliée au CSH d'août à octobre 2006 (rg330@cam.ac.uk).

Financement: Overseas Research Scheme, Cambridge Commonwealth Trust, Charles Wallace India Trust, Rapson (departmental) Bursary.

Problématique, objectifs et méthodologie

Le mouvement des femmes en Inde a été accusé de ne pas suffisamment représenter les femmes « *intouchables* » (Dalits) ou appartenant aux communautés minoritaires. Etant donné que l'affirmation politique des Dalits et l'ascension de la Droite hindoue constituent les deux développements politiques majeurs de l'Inde contemporaine, il est devenu nécessaire pour les intellectuelles et militantes du mouvement des femmes de prendre ces critiques en considération.

Cette recherche décrit dans quelle mesure l'affirmation des intouchables et le militantisme

de la droite hindoue interagissent avec l'activisme féministe en Uttar Pradesh, un Etat qui a vu l'émergence politique des Dalits menée par le parti du *Bahujan Samaj* (BSP) et a été le berceau de l'ascension de la Droite hindoue. L'étude se focalise plus particulièrement sur une organisation de femmes basée dans le sud de l'Uttar Pradesh, dans le but de comprendre comment les acteurs impliqués dans le mouvement des femmes abordent la critique de non prise en compte des femmes intouchables et des communautés minoritaires.

Les conclusions de cette étude seront principalement basées sur une série d'interviews semi-directifs et d'observations participantes avec des responsables et des travailleuses sociales de l'ONG étudiée, ainsi qu'avec les groupes de femmes, d'hommes et de jeunes qu'ils atteignent. Les interviews et observations seront complétées par une documentation et des supports visuels fournis par l'organisation. Une série d'interviews et d'échanges avec les membres d'autres ONG locales et nationales sera utilisée pour vérifier et comparer les différents résultats.

Activités réalisées en 2006

Ce projet de recherche doctorale a débuté en octobre 2004 et la soutenance de thèse est prévue pour janvier 2008. L'affiliation au CSH a permis d'entreprendre un deuxième terrain au cours de l'été 2006, et de réaliser des observations et entretiens approfondis dans les districts de Chitrakoot et Banda en Uttar Pradesh. Radhika Govinda a également participé à la Conférence Nationale des Mouvements Autonomes de Femmes en septembre 2006 à Calcutta.

L'expérience de la mobilité sociale en Inde

Jules NAUDET, doctorant à l'Institut d'Etudes Politiques de Paris ; affilié au CSH d'août 2006 à janvier 2007 (julesnaudet@hotmail.com).

Financement: Ministère de la recherche; CSH (soutien logistique et financier pour le terrain).

Problématique, objectifs et méthodologie

Ce projet s'inscrit dans le cadre d'une étude comparative sur la mobilité sociale en France, aux Etats-Unis et en Inde. Son objectif principal est de collecter des données sur la manière dont les individus expérimentent la réussite sociale en Inde. L'étude repose principalement sur des entretiens avec des

individus d'origine modeste (des basses comme des hautes castes) qui ont atteint des positions relativement élevées dans la fonction publique (principalement *Indian Administrative Service*, *Indian Police Service* et *Indian Revenue Service*), dans le secteur privé (détenteurs de diplômes des *Indian Institutes of Management*, *Indian Institutes of Technology* ou équivalents), et dans le domaine universitaire (professeurs et chercheurs en sciences humaines).

Une attention particulière est accordée à la tension produite par la mobilité sociale entre le groupe d'origine et le nouveau groupe. Cette tension implique deux dimensions essentielles: une dimension sociologique (la différence entre deux styles de vie, deux habits, deux mondes construits sur des référents, entre deux langages, etc.) et une dimension morale et affective (l'impression de « trahir » son groupe d'origine). Comment les individus appréhendent-ils l'écart existant entre leur groupe d'origine et leur nouveau groupe ? Ont-ils le sentiment de trahir leur groupe d'origine ? Le succès les amène-t-il à brider les liens établis avec des personnes auparavant proches ? Leur parcours social influence-t-il leur vision de la société ?

Activités réalisées en 2006

Le projet en Inde a commencé en août 2006. Depuis, une soixantaine d'interviews approfondies ont été réalisées.

3.3. Transition économique et développement durable

Coordination: Nicolas GRAVEL

En 2006, le département d'économie du CSH a été le théâtre d'un recentrage significatif de ses thèmes et de ses méthodes de recherche, avec le départ de Deepa Menon-Choudhary, Dipankar Sengupta et Anastasia Angueletou et l'arrivée d'Himanshu (en janvier 2006) et de Benoît Tarroux (en novembre 2006). Le processus sera complété au début 2007 par l'arrivée de Rongili Biswas qui consacrera une partie de ses travaux à une collaboration, avec le coordinateur du département, portant sur la progressivité des mécanismes de péréquation fiscale dans les systèmes fédéraux. Comme nous l'avons mentionné dans le rapport d'activité de 2005, ce recentrage est le résultat d'une stratégie délibérée de réduire la diversité thématique et méthodologique des recherches conduites en sciences économiques au CSH qui tend à décourager les synergies – tout en conservant

une diversité dans la vocation, académique ou appliquée, que peuvent avoir ses recherches.

Cette stratégie délibérée commence à porter ses fruits. Sur le plan académique, l'année 2006 a été l'occasion d'une production scientifique sans précédent, dans l'histoire du CSH, avec entre autres quatre articles publiés dans des revues académiques à comité de lecture, dont trois (*Journal of Economic Theory*, *Journal of Public Economics*, *Mathematical Social Sciences*) considérées de rang A par le CNRS. Par ailleurs, l'autre revue académique, l'*Indian Journal of Labour Economics*, bien que non classée par le CNRS, reste la meilleure revue indienne en économie du travail. En outre, l'auteur de l'article dans cette revue, Dr. Himanshu, s'est vu attribuer pour cet article le prix du meilleur jeune économiste indien en économie du travail (l'équivalent indien du prix de l'Association française de Sciences Economiques).

Sur le plan de l'organisation d'événements scientifiques, la conférence internationale portant sur l'évaluation normative des expériences de libéralisation en Asie organisée en janvier 2006 à Delhi a certainement été un succès. Des scientifiques des plus grandes universités et centres de recherche du monde (en particulier de Yale, de Cornell, de Warwick, de Vanderbilt, et de l'Académie des sciences de Pékin) sont venus y participer. Finalement, sur le plan des recherches à finalités plus appliquées, une collaboration entre deux chercheurs du CSH et un chercheur de l'*Indian Statistical Institute* (ISI) consacrée à l'évaluation du programme d'emploi rural garanti (*National Rural Employment Guarantee Scheme*) a reçu un financement de la *Planning Commission* d'Inde.

Ces exemples montrent que le CSH est très bien intégré dans le réseau des économistes professionnels et académiques indiens du plus haut niveau. Ses chercheurs post-doctorants indiens sont recrutés parmi les meilleurs jeunes économistes du pays d'accueil. Le Centre tisse des relations de collaboration scientifique active avec les meilleures institutions du pays. Par ailleurs, la production scientifique du CSH en économie se compare favorablement, si on la rapporte au nombre de chercheurs, à celle qu'on observe en moyenne dans les centres de recherche français. Cette insertion très honorable du CSH dans le paysage de la recherche en économie en Inde peut-elle se maintenir et se renforcer? Si l'actuel coordinateur du département, qui quittera le

CSH en septembre 2007, est enclin à répondre par l'affirmative à cette question, il appartiendra à la prochaine équipe dirigeante du CSH de faire la preuve que cette appréciation n'est pas indûment optimiste.

3.3.1. Croissance économique, inégalités et pauvreté en Inde

Evaluation multidimensionnelle des inégalités et de la pauvreté

Responsable du projet : Nicolas GRAVEL, Professeur de sciences économiques, CSH & Institut d'Economie Publique (IDEP) – Groupe de Recherche en Economie Quantitative d'Aix Marseille (GREQAM) (nicolas.gravel@csh-delhi.com).

Autres participants: Patrick MOYES, Directeur de recherche, CNRS (Bordeaux) ; Benoît TARROUX, doctorant, Université d'Aix-Marseille II et boursier du Ministère des Affaires Etrangères au CSH depuis novembre 2006; Abhiroop MUKHOPADHYAY, Maître de conférences, *Indian Statistical Institute*, Delhi.

Partenariats institutionnels: *Indian Statistical Institute*, Delhi (où Nicolas Gravel bénéficie d'une affiliation comme membre associé); *Indian Council of Social Science Research* (ICSSR) pour l'organisation de la conférence *Liberalization experiences in Asia*.

Problématique, objectifs et méthodologie

L'objectif général de la recherche est la conception théorique et la mise en œuvre empirique de critères normatifs de comparaisons de distributions de plusieurs attributs. Un objectif plus immédiat de la recherche est l'application de certains de ces critères à l'évaluation de l'impact qu'a pu avoir l'épisode spectaculaire de croissance de l'économie indienne dans les quinze dernières années sur les inégalités et la pauvreté multidimensionnelle. Dans cette perspective, les critères sont mis en œuvre pour comparer, à différents points du temps, la distribution jointe des dépenses de consommation (mesurées au niveau du ménage) et des niveaux de bien public (protection contre les risques de criminalité violente et de mortalité infantile, taux d'alphabétisation) mesurés au niveau du district de résidence du ménage.

La conception de critères multidimensionnels d'évaluation normative requiert un travail délicat d'investigation théorique dans lequel une démonstration doit être faite qu'un

critère pouvant donner lieu à une mise en œuvre empirique est formellement équivalent à un ensemble de principes éthiques clairement identifiés. Par ailleurs, la mise en œuvre d'un critère sur des données réelles nécessite toujours des manipulations d'importantes bases de données et, parfois, l'écriture de programmes informatiques et le recours à des méthodes complexes d'inférence statistique.

Activités réalisées en 2006

La partie théorique du projet a débuté en septembre 2004. L'objectif à moyen terme est d'écrire une monographie complète sur l'approche normative en termes de dominance. La monographie sera co-écrite par Nicolas Gravel et Patrick Moyes (qui a fait un séjour de recherche au CSH en mars 2005), lesquels ont complété en 2006 un article caractérisant un nouveau critère de dominance s'appliquant à des comparaisons de distributions de deux attributs. La partie appliquée du projet a concerné à la fois l'application du critère de N. Gravel et P. Moyes à la comparaison de plusieurs pays de l'OCDE et l'évaluation normative de l'épisode de croissance de l'économie indienne. La recherche sur les pays de l'OCDE a été menée en collaboration par N. Gravel, P. Moyes et B. Tarroux et a donné lieu à la publication d'un document de travail IDEP, qui est actuellement en cours d'examen par la revue *Economica*. La recherche sur l'Inde a commencé à l'automne 2005, dans le cadre d'une collaboration entre N. Gravel et A. Mukhopadhyay, et s'est poursuivi tout au long de l'année 2006. Finalement, Nicolas Gravel et Benoît Tarroux ont initié en novembre 2006 une nouvelle collaboration qui vise à l'élaboration et à la mise en œuvre empirique de nouveaux critères permettant l'évaluation normative des performances d'une société à protéger ses membres contre des types variés d'aléas auxquels ils peuvent se trouver confrontés.

Résultats en 2006

Sur le plan théorique, N. Gravel et P. Moyes ont rassemblé dans le document de travail IDEP "*Ethically Robust Comparisons of Distributions of two individual attributes*" leurs résultats sur la caractérisation de nouveaux critères de comparaisons de distributions de deux attributs. Les résultats de ce travail ont également été présentés aux colloques de *l'Association for Public Economic Theory* d'Hanoi et à l'édition du Sud Est Asiatique du colloque de *l'Econometric Society* qui s'est déroulé à

Chennai du 18 au 20 décembre 2006. Les résultats des comparaisons normatives de pays de l'OCDE sur le plan de la distribution de revenus et d'accès aux biens publics ont été rassemblés dans l'article "*International multidimensional comparisons of inequality indisponible income and access to public goods*", actuellement soumis à *Economica*. La recherche sur l'Inde a donné lieu à production d'une miméographie de quelque 60 pages qui vient d'être proposé comme *Occasional Paper* du CSH. Les résultats de cette recherche ont également fait l'objet de présentation au colloque *Liberalization experiences in Asia: A normative appraisal* organisé à Delhi les 12 et 13 janvier 2006 ainsi qu'à l'atelier *The multidimensions of poverty* qui s'est déroulé à Mumbai les 7 et 8 octobre 2006.

Pauvreté, inégalité et croissance dans l'Inde rurale

HIMANSHU, chercheur post-doctoral, CSH (himanshu@csh-delhi.com).

Financement: CSH.

Problématique, objectifs et méthodologie

La croissance spectaculaire de l'économie indienne dans les deux dernières décennies a suscité beaucoup d'intérêt chez les économistes du monde entier, que ce soit dans le milieu académique ou dans celui, plus appliqué, des décideurs publics ou privés. Si le niveau moyen de croissance de l'économie indienne obtenu sur cette période est sans précédent depuis l'indépendance du pays en 1947, l'inégalité dans la distribution de cette croissance est également sans précédent depuis l'indépendance. Cette inégalité dans la distribution des revenus entre la ville et la campagne, entre Etats ou entre ménages, semble patente dans tous les secteurs de l'économie. Dans ce contexte, la recherche examine les relations qui existent entre la croissance et la distribution du revenu national dans les zones rurales de l'Inde à travers les principaux mécanismes susceptibles d'expliquer la croissance économique, et son impact sur la pauvreté et les inégalités rurales (à travers l'emploi, la structure de la population active, les salaires, et la productivité des facteurs). Le phénomène de la pauvreté et de l'inégalité sera également examiné en détail en incluant d'autres dimensions du bien-être humain telles que la nutrition, l'éducation, la santé et l'accès à des biens publics. L'analyse menée sera essentiellement empirique, et reposera sur des

sources de données secondaires. Seront notamment utilisées les données du *National Sample Survey* (NSS), du Ministère de l'Agriculture, du recensement et du *National Family and Health Survey* (NFHS). A cause de l'hétérogénéité très grande des situations que l'on trouve en Inde, l'analyse sera conduite au niveau le plus fin possible de désagrégation.

Activités en 2006

Les recherches ont débuté en janvier 2006. Dans une première étape, des données de sources diverses ont été collectées sur différents aspects de l'économie rurale indienne (pauvreté, salaires, emploi et productivité agricole). Certaines de ces données ont été saisies et analysées alors que d'autres sont en voie de l'être. La dernière mise à jour par le ministère de l'agriculture de la base de données sur les récoltes sera intégrée en 2007. Un frein majeur à la réalisation du projet a été le retard pris par le gouvernement de l'Inde à rendre publiques les données sur la pauvreté de la 61^e édition du NSS. Mais ces données devraient être disponibles au cours du 1^{er} semestre de 2007.

Résultats en 2006

Les premiers résultats de ce projet ont été présentés dans l'article: "Agrarian Crisis and Wage Labour: A regional Perspective", *Indian Journal of Labour Economics*, pour lequel Himanshu s'est vu décerner le prix *Sanjay Thakur* de 2006 du meilleur jeune économiste indien. Trois autres communications ont été présentées à différents colloques en Inde et en Chine (voir section 4.2.4 de ce rapport).

Estimation de l'impact du Programme National d'Emploi Rural Garanti sur la pauvreté

Responsable du projet: Nicolas GRAVEL, Professeur de sciences économiques, CSH & IDEP-GREQAM (nicolas.gravel@csh-delhi.com).

Autres participants: HIMANSHU, chercheur post-doctoral, CSH; Abhiroop MUKHOPADYYAY, Maître de conférences, *Indian Statistical Institute* (ISI), Delhi.

Partenariat institutionnel: *Indian Statistical Institute*, Delhi (où Nicolas Gravel bénéficie d'une affiliation comme membre associé).

Financement: CSH, ISI et l'*Indian Planning Commission*.

Problématique, objectifs et méthodologie

Le Programme National d'Emploi Rural Garanti (PNERG) a été approuvé par le parlement indien en août 2005, et lancé pour une première phase dans les 200 districts les plus pauvres en février 2006. Estimé être d'un coût annuel de 450 milliards de Roupies (environ 800 millions d'euros), ce programme garantit à chaque ménage habitant dans la zone rurale des districts sélectionnés 100 jours annuels de travail non qualifié rémunéré au moins au salaire minimum de 60 roupies par jour.

Si de nombreux arguments ont été avancés pour présenter ce programme comme un outil effectif de lutte contre la grande pauvreté qui frappe de larges segments de l'Inde rurale, il est également important d'avoir à l'esprit les possibles effets pervers que ce programme peut avoir. L'objectif de la recherche est de fournir une évaluation de l'impact possible du PNERG sur la pauvreté et l'offre de travail sur la base d'une méthodologie dite « *d'effet de traitement* ».

L'idée générale de la méthode consiste à envisager le PNERG comme étant un « traitement » donné à un groupe d'individus, traitement dont on apprécie l'efficacité en comparant la réaction du groupe traité avec celle d'un groupe témoin non traité.

La méthodologie est appliquée à deux Etats de l'Inde : l'Uttar Pradesh et le Rajasthan. Dans chacun de ces Etats, une sélection a été faite d'un district « de traitement » où le PNERG a été mis en œuvre et d'un district témoin, choisi comme étant aussi proche que possible du district du traitement, tant d'un point de vue géographique que de celui des caractéristiques socio-économiques de sa population.

Dans chacun des quatre districts, un échantillon aléatoire de 6 villages, puis de 30 ménages par village a été tiré. Au total, l'échantillon contient donc 360 ménages « traités » et un nombre équivalent de ménages « non traités ».

Pour chaque ménage, des informations détaillées sont collectées sur ses caractéristiques démographiques, sa richesse, son offre de travail. Afin d'évaluer correctement l'effet du PNERG, il est prévu d'interroger chaque ménage deux fois : une fois en 2006, avant la mise en œuvre du traitement, et une seconde fois en 2007, après la mise en œuvre du traitement.

Activités réalisées en 2006

Le projet a été lancé au printemps 2006. La conception du questionnaire et son test pilote, ainsi que la sélection des villages, ont été réalisés en mars et avril 2006. Les enquêteurs ont été envoyés dans les 24 villages de mai à juillet 2006, les données rapportées ont ensuite été saisies sur ordinateur et un premier traitement statistique effectué en automne 2006. La deuxième enquête sera effectuée en été 2007 et le produit final de la recherche devrait être disponible à l'été 2008.

3.3.2. Nouvelles perspectives en économie théorique et appliquée**Analyse normative et positive des structures de juridiction**

Responsable du projet: Nicolas GRAVEL, Professeur de sciences économiques, CSH & IDEP/GREQAM (nicolas.gravel@csh-delhi.com).

Autres participants: Michel POITEVIN, Professeur, Université de Montréal; Rongili BISWAS, chercheuse post-doctorale, CSH.

Problématique, objectifs et méthodologie

L'objectif général de la recherche est d'améliorer notre connaissance des processus par lesquels les groupes humains se forment et évoluent sur la base de la participation volontaire de leurs membres.

Une attention particulière est portée, dans cette étude, au phénomène de la *ségrégation* et de la *stratification* que l'on tend communément à associer aux processus endogènes de formation de groupes. Une question qui se pose dans ce contexte est celle de l'identification des conditions sous lesquels des modélisations plausibles de processus stylisés de formation de groupe sont susceptibles de donner lieu à de la ségrégation. Un grand nombre de modèles qui décrivent les processus de formation de groupes sont inspirés de la contribution pionnière de l'économiste américain Charles Tiebout d'après laquelle les ménages basent leur choix de lieu de résidence sur un arbitrage entre la quantité et la qualité des services et des aménités locales qu'ils peuvent obtenir d'une part et le prix qu'ils doivent payer.

Un autre objectif de la recherche concerne l'évaluation normative que l'on peut faire des différentes partitions d'individus en différents

groupes qui peuvent résulter de ces processus décentralisés de formation de groupes.

Est-il préférable, d'un point de vue normatif, de regrouper les individus en de larges groupes afin de profiter au mieux des économies d'échelle liées à la production de biens collectifs ou, au contraire, y a-t-il des gains à faire co-exister un grand nombre de groupes distincts dont les décisions collectives sont plus « proches » des choix idéaux que feraient chacun de leurs membres ?

Les recherches menées dans ce projet sont dans une large mesure théoriques. Elles consistent à construire des modèles mathématiques des situations considérées et à étudier les propriétés de ces modèles.

Activités réalisées en 2006

Les recherches ont débuté à la fin 2006, et seront poursuivies activement en 2007, avec l'arrivée au département d'économie de Rongli Biswas.

Les recherches vont tenter de généraliser les résultats obtenus dans deux articles parus dans le *Journal of Public Economics* (voir section 4.2.3 de ce rapport).

Prise des décisions en situation d'incertitude radicale

Responsable de projet: Nicolas GRAVEL, Professeur de sciences économiques, CSH & IDEP-GREQAM (nicolas.gravel@csh-delhi.com).

Autres participants: Arunava SEN, Professeur, Indian Statistical Institute, Delhi (asen@isid.ac.in); Thierry MARCHANT, Professeur, Université de Ghent, Belgique.

Partenariat institutionnel: Indian Statistical Institute de Delhi (où Nicolas Gravel bénéficie d'une affiliation comme membre associé).

Problématique, objectifs et méthodologie

La théorie de la décision est la branche des sciences sociales qui étudie les différents critères utilisés par les agents individuels pour prendre des décisions dans différents environnements. La quasi-totalité des décisions que prennent les agents impliquent de l'incertitude. Dans la théorie de la décision traditionnelle, qui s'est développée dans la lignée de la contribution fondamentale de J. L. Savage, cette incertitude est prise en compte en supposant l'existence d'un ensemble d'« états de la nature » mutuellement exclusifs. Une version

plus exigeante de la théorie, qui est néanmoins largement utilisée par les économistes, va même jusqu'à supposer que l'incertitude à laquelle sont confrontés les agents peut être décrite par une liste de probabilités que peuvent avoir les différents états de la nature de se réaliser. Pourtant, dans de nombreuses décisions complexes (choix d'un partenaire conjugal, régulation de l'environnement, investissement à l'étranger) ces hypothèses sont indûment restrictives.

Cette recherche vise à caractériser de façon axiomatique un critère de décision en situation d'incertitude radicale applicable à ces situations pour lesquelles l'approche traditionnelle ne s'applique pas. Dans le cadre conceptuel qui est considéré, les seuls éléments qui décrivent les différentes décisions que peut prendre un agent sont les conséquences (supposées en nombre fini pour chaque décision) que ces décisions peuvent avoir. Aucune connaissance du mécanisme générateur de ces conséquences ou de leur probabilité de réalisation n'est supposée de la part de l'agent. Le critère de décision visé par la caractérisation axiomatique peut être envisagé comme résultant de l'application, à toutes les conséquences d'une décision, d'une probabilité égale de réalisation et de la comparaison des différentes décisions sur la base de l'utilité moyenne de leurs conséquences.

La recherche est théorique et ne requiert que la démonstration d'un certain nombre de théorèmes.

Activités et résultats en 2006

Les recherches menées dans le cadre de ce projet ont débuté à la fin 2004. Des notes de 14 pages ont été écrites sur le problème en se plaçant dans un premier temps sous l'hypothèse où l'univers de toutes les conséquences concevables qui peuvent résulter des différentes décisions possibles ne contenait qu'un nombre fini d'entre elles. Dans ces notes, plusieurs axiomes qui jouent manifestement un rôle essentiel dans la caractérisation du critère de décision ont été identifiés. Il a malheureusement été découvert que, si les décisions ont plus de huit conséquences, les axiomes identifiés dans cette note ne suffisent pas à caractériser le critère. Au vu de ces difficultés mathématiques, il a été décidé de modifier quelque peu le cadre d'analyse en autorisant l'univers des conséquences possibles des décisions d'en contenir une quantité non dénombrable. Arunava Sen et Nicolas Gravel ont été

encouragés dans cette voie après une discussion avec un mathématicien belge, Thierry Marchant, qui est devenu co-auteur de l'article visé par ces recherches. Des progrès substantiels ont pu être réalisés dans ce nouveau cadre "non dénombrable" durant l'automne 2006 et une première version de l'article devrait être rédigée pour l'été 2007.

Evaluation des propriétés normatives des mécanismes indiens de péréquation fiscale

Benoît TARROUX, doctorant, Université d'Aix-Marseille II; boursier du Ministère des Affaires Etrangères au CSH depuis novembre 2006 (benoit.tarroux@csh-delhi.com).

Financement: CSH.

Problématique, objectifs et méthodologie

Les transferts de péréquation en provenance du gouvernement central et en direction des gouvernements locaux sont très répandus dans de nombreux pays du monde, et en particulier dans des pays fédéraux. La justification communément donnée à ces mécanismes de péréquation est d'égaliser l'accès des citoyens à des biens publics en corrigeant les inégalités de capacité fiscale entre juridictions infranationales. Par exemple, la constitution indienne reconnaît explicitement que le fait de conférer des pouvoirs de taxation et de dépenses aux gouvernements des Etats de l'Union Indienne est susceptible de créer des déséquilibres entre les besoins de dépenses et les capacités des Etats à lever des recettes fiscales, et prévoit de verser aux Etats indiens des transferts fédéraux pour corriger ces déséquilibres.

L'objectif de la recherche est de développer et de mettre en œuvre une méthodologie pour évaluer la performance des mécanismes indiens de péréquation par rapport à cet objectif, sur la base de celle développée dans une étude portant sur le Canada. Le fait que l'Inde soit un pays en voie de développement à structure politique fédérale rend ce pays particulièrement intéressant à étudier sur ce plan. Une section importante de la littérature économique a démontré l'importance cruciale des biens publics comme l'éducation et la santé pour la croissance et le développement économique. L'allocation de ces biens publics entre Etats et entre citoyens indiens, qui est affectée pour les mécanismes de péréquation fiscale du gouvernement central vers les gouvernements des Etats, est donc une question essentielle.

Activités en 2006

Le projet a été lancé en novembre 2006, et devrait être achevé à la fin 2007. La méthodologie qui sera utilisée pour ce projet a été développée dans l'article: "*Are equalization payments making Canadians better off? - A two-dimensional dominance answer.*" (B. Tarroux, document de travail IDEP) actuellement soumis à la *Revue Canadienne d'Economie*. Cet article a été présenté au séminaire de l'*Indian Statistical Institute* à Delhi début décembre 2006 et à l'édition sud-asiatique du colloque de la société d'économétrie qui s'est déroulée à Chennai du 18 au 20 décembre 2006.

3.4. Dynamiques urbaines

Coordination: Véronique Dupont

Au cours de l'année 2006 les programmes de recherche de l'axe « Dynamiques urbaines » ont approfondi deux grandes thématiques: i) politiques et gouvernance urbaines, ii) services urbains et marché foncier. Un nouveau projet international et pluridisciplinaire, sur les politiques urbaines face à l'exclusion sociale, avec une perspective comparative entre l'Inde et le Brésil, a été lancé à la fin de l'année, avec un financement de l'Agence Nationale pour la Recherche.

Dans la mesure où la plupart des programmes ont pris Delhi comme objet d'étude (mis à part un programme centré sur Mumbai) ou –dans le cas des projets collectifs – incluent Delhi parmi les études de cas traitées, le CSH continue à développer une véritable expertise sur cette métropole, en tirant également parti du capital de connaissances et de données sur Delhi accumulé au CSH au cours des douze dernières années, y compris la constitution d'un Système d'Informations Géographiques.

Les publications de l'année 2006 (voir section 4.2) rendent également compte des résultats d'un autre projet international et pluridisciplinaire qui s'est conclu en 2005 sur les dynamiques périurbaines et a donné lieu à un troisième *Occasional Paper* du CSH et à des articles dans la revue internationale *Cities*. Notons également la publication aux éditions de l'Ecole des Hautes Etudes en Sciences Sociales d'un ouvrage collectif sur la ville en Asie du Sud, codirigé par la coordinatrice de l'axe, et qui fera l'objet d'un débat organisé au Salon du Livre de Paris en mars 2007 (où l'Inde est invitée d'honneur).

Au niveau des partenariats avec des institutions françaises, les collaborations avec le Centre d'Etudes de l'Inde et de l'Asie du Sud (UMR EHESS-CNRS) d'une part, et avec l'Institut de Recherche pour le Développement (IRD) de l'autre – déjà très actives à travers les programmes sur la gouvernance urbaine – vont se renforcer avec la mise en œuvre du nouveau projet international sur les politiques urbaines et l'exclusion sociale.

Concernant les partenariats avec des institutions indiennes, la collaboration avec l'*Indira Gandhi Institute of Development Research* de Mumbai (IGIDR) s'est renforcée avec l'organisation d'un colloque international sur la pauvreté urbaine en octobre 2006, dans le cadre de l'affiliation à l'IGIDR de Marie-Hélène Zérah, une chercheuse urbaniste de l'IRD affectée au CSH depuis juillet 2005 pour travailler sur la ville de Mumbai.

En outre, le CSH a développé une collaboration avec le département de géographie de l'université de Delhi, qui s'est traduite par l'organisation conjointe d'un colloque international sur le système de soins indien, en décembre 2006.

Par ailleurs, le CSH et le *Centre for the Study of Regional Development* de l'Université Jawaharlal Nehru de New Delhi ont poursuivi leur collaboration pour le développement de systèmes d'informations géographiques, ce qui a donné lieu à l'accueil au CSH de deux étudiantes stagiaires de cette université pour travailler sur le SIG développé sur la région de Delhi.

En plus de ces deux stagiaires, quatre étudiants français de niveau Master et une doctorante ont été affiliés à l'axe « Dynamiques urbaines » pour des stages ou périodes de terrain de 3 à 5 mois en 2006. Cet axe du CSH continue ainsi à contribuer fortement à la mission de formation à la recherche du Centre.

3.4.1. Politiques et gouvernance urbaines

Acteurs, politiques et gouvernance urbaine. Les processus décisionnels gouvernant l'offre et la demande de biens et de services collectifs dans quatre métropoles indiennes

Coordinateurs: Stéphanie TAWA LAMA-REWAL, chargée de recherche au Centre d'Etudes de l'Inde et de l'Asie du Sud (CNRS-EHESS) mise

à disposition au CSH depuis septembre 2005 (tawalama@ehess.fr); Joël RUET, boursier Marie Curie au Centre DESTIN, *London School of Economics and Political Science* (j.ruet@lse.ac.uk).

Autres participants: Pierre CHAPELET, doctorant au département de géographie de l'Université de Rouen; Basudeb CHAUDHURI, maître de conférences à l'Université de Caen; Keshab DAS, *Gujarat Institute of Development Research* à Ahmedabad; Archana GHOSH, chef du département des Etudes urbaines au centre régional de l'*Institute of Social Sciences*, Kolkata; Girish KUMAR, ancien chercheur au CSH, actuellement à l'*Indian Institute of Public Administration* à New Delhi; Jennifer JALAL, *Centre for the Study of Law and Governance* à l'Université Jawaharlal Nehru de New Delhi; Loraine KENNEDY, chargée de recherche au Centre d'Etudes de l'Inde et de l'Asie du Sud (CNRS-EHESS) de Paris; Frédéric LANDY, maître de conférences à l'Université de Paris X; Jos MOOI, chargée de recherche et d'enseignement à l'*Institute of Social Studies*, à La Haye; Marie-Hélène ZÉRAH, chargée de recherche à l'Institut de Recherche sur le Développement (Unité de Recherche: Développement localisé urbain), affectée au CSH depuis juillet 2005.

Partenariats institutionnels: Centre d'Etudes de l'Inde et de l'Asie du Sud (UMR CNRS-EHESS), Paris; *Institute of Social Sciences (Eastern branch)*, Kolkata).

Financement: Ministère Délégué à la Recherche et aux Nouvelles Technologies, dans le cadre de l'Action Concertée Incitative « Développement urbain durable » (74 000 euros pour trois ans); CSH.

Problématique, objectifs et méthodologie

Cette entreprise d'économie politique vise à décrire et à analyser la gouvernance urbaine, telle qu'elle est redéfinie par les politiques de libéralisation économique et de décentralisation politico-administrative lancées au début des années 1990 par le gouvernement indien, à travers l'étude des processus décisionnels relatifs à l'offre et à la demande de biens et de services collectifs (santé, éducation, nutrition, eau, logement, gestion des déchets) dans quatre métropoles indiennes: Delhi, Mumbai, Hyderabad et Kolkata. Afin d'évaluer la réalité du processus de décentralisation, en principe au cœur de cette nouvelle configuration, ces études de cas sectorielles sont complétées par des

études centrées sur les relations entre les différents niveaux de gouvernement, qui mettent l'accent sur quelques contre-courants majeurs.

Le projet consiste essentiellement en une série de monographies sectorielles analysant les processus décisionnels qui gouvernent l'offre et la demande d'un bien ou service collectif, dans au moins deux villes. Dans chaque métropole, au moins deux types de zones sont étudiés, représentatives de populations, de paysages urbains, de statuts administratifs distincts. Les principales méthodes utilisées sont l'entretien semi-directif, l'entretien collectif avec des groupes ciblés, l'étude des archives administratives, l'observation directe, et la représentation cartographique de la distribution spatiale des infrastructures étudiées.

Activités réalisées en 2006

Ce projet a été initié en mai 2003 et s'achèvera en 2007 par un séminaire de synthèse et la préparation d'une publication.

Un quatrième « atelier ville » a été organisé à Mumbai en février 2006, destiné à présenter les résultats préliminaires de l'équipe travaillant sur cette ville devant des universitaires mais aussi des acteurs locaux (bureaucrates, élus, militants...).

Au cours de cette troisième année de mise en œuvre du projet, les membres de l'équipe ont achevé leur travail de terrain et écrit des articles, y compris des comparaisons entre deux villes. Quatre chercheurs indiens ont été recrutés pour compléter l'étude de secteurs considérés comme essentiels dans les quatre métropoles.

Résultats en 2006

Certains membres de l'équipe avaient eu l'occasion de présenter leurs résultats préliminaires lors des quatre « ateliers villes » organisés en 2005 et 2006. Cependant, c'est le séminaire de conclusion qui va permettre un véritable travail de confrontation et d'articulation des résultats. Cette rencontre se tiendra les 23 et 24 janvier 2007, à New Delhi, en collaboration avec l'*India International Centre*, et donnera lieu ensuite à la préparation d'un ouvrage collectif.

Infrastructures urbaines, décentralisation et développement local à Mumbai

Responsable du projet: Marie-Hélène ZÉRAH, chargée de recherche à l'Institut de Recherche

sur le Développement (IRD - Unité de Recherche: Développement local urbain. Dynamiques et Régulations), affectée au CSH depuis juillet 2005 (zerah@ird.fr).

Autre participant: Derya OZEL, étudiante en Master 2, aménagement et urbanisme, Université de Paris 8, en stage à Mumbai de juillet à septembre 2006.

Partenariats institutionnels: Unité de Recherche « Développement local urbain » de l'IRD; Indira Gandhi Institute of Development Research (IGIDR), Mumbai.

Financement: IRD.

Problématique, objectifs et méthodologie

L'objet de cette recherche est d'analyser les transformations diverses affectant plusieurs services urbains dans la ville de Mumbai. Dans le contexte de libéralisation, de décentralisation politique et de réforme du secteur public, on suppose que les transformations en cours font appel à une diversité de modèles (recours au secteur privé, transformation et dé-intégration des monopoles publics, participation accrue des acteurs de la société civile) et font apparaître de nouvelles modalités de desserte et de régulation des services urbains (mécanismes de coordination entre acteurs, modes de financement, politiques spatialisées). L'étude de ces mutations est un analyseur pertinent pour qualifier les nouveaux modes de gouvernance des villes. La recherche examinera la diversité des réformes et leur mise en œuvre et s'attachera ensuite à mesurer l'impact réel sur l'accès aux services. Il s'agira aussi de replacer le cadre local de l'analyse dans le contexte des réformes menées par le gouvernement de l'Union et le gouvernement du Maharashtra. Enfin, on cherchera à appréhender la manière dont ces nouvelles formes de gouvernance remodelent les relations Etat-collectivité locale et la capacité de pilotage de cette dernière.

Activités réalisées en 2006

Ce projet prévu initialement pour deux ans a démarré en juillet 2005. En 2006, une enquête sur la collecte des déchets ménagers à Mumbai a été réalisée dans trois circonscriptions de la ville. Plusieurs volets d'investigation, quantitatifs et qualitatifs, ont examiné: le rôle des associations locales de résidents dans les quartiers résidentiels, le rôle des organisations communautaires dans les bidonvilles, et le fonctionnement des opérateurs privés employés pour le nettoyage des rues. Un travail de

comparaison a été menée dans la ville d'Hyderabad sur la base d'entretiens qualitatifs et d'une enquête quantitative auprès d'une centaine de familles dans deux arrondissements.

En outre, M.-H. Zérah a encadré le stage de Derya Ozel dont la recherche portait sur la relation entre les projets de transports urbains et la réhabilitation des populations délogées à Mumbai.

Résultats en 2006

Dans le cadre de la convention de partenariat entre le CSH et l'IGIDR, une conférence internationale a été organisée sur « *Les aspects multidimensionnels de la pauvreté urbaine en Inde* », les 6 et 7 octobre 2006 à Mumbai à l'IGIDR.

Trois nouveaux articles ont été rédigés par M.-H. Zérah pour être présentés dans divers séminaires, et trois autres ont été révisés pour parution dans des revues et un ouvrage collectif.

Politiques urbaines, territoires et exclusions sociales: une comparaison Inde-Brésil

Coordinateurs: Marie-Caroline SAGLIO-YATZIMIRSKY, maître de conférence, Institut National des Langues et Civilisations Orientales (INALCO, Paris) & Centre d'Etudes de l'Inde et de l'Asie du Sud (CEIAS), Paris (saglio@free.fr); Frédéric LANDY, maître de conférence, Université de Paris X-Nanterre & CEIAS, Paris (frederic.landy@wanadoo.fr).

Autres participants: une quinzaine de chercheurs français, indiens et brésiliens, d'institutions diverses, dont (pour l'équipe sur l'Inde) : Véronique DUPONT, Directrice du CSH & Directrice de recherche IRD associée à l'Unité de recherche « Migrations, mobilités et peuplement » de l'Institut de Recherche pour le Développement; Marie-Hélène ZÉRAH, chargée de recherche à l'Institut de Recherche pour le Développement, affectée au CSH depuis juillet 2005; Marie-Charlotte BELLE, doctorante à l'Université de Paris 4, affiliée au CSH de janvier à mars 2006; Emmanuel BON, post-doctorant, ancien boursier du CSH; Nicolas BEAUTES, chercheur post-doctoral affilié au CSH en 2007; CHANDRASHEKAR, Indira Gandhi Institute for Development Research, Mumbai; Manoj NADKARNI, Mumbai; Usha RAMANATHAN, chercheur honoraire, Centre for the Study of Developing Societies, Delhi.

Partenariat institutionnel: Centre d'Etudes de l'Inde et de l'Asie du Sud (UMR EHESS-CNRS).

Financement: Agence Nationale pour la Recherche (décembre 2006 – décembre 2009)

Problématique, objectifs et méthodologie

Les mégapoles de l'Inde et du Brésil sont confrontées à des défis similaires : problème aigu de logement, croissance spectaculaire de l'habitat précaire (*slums* et *favelas*), fracture spatiale, périurbanisation rapide et socialement contrastée, menace écologique. Les acteurs publics tentent de répondre par des programmes de logement, de réhabilitation, ou de conservation. Notre hypothèse est que l'évolution de ces politiques publiques, aussi bien dans leur fondement que dans leur mise en œuvre, induit des transformations sociales comparables qui se traduisent dans l'espace urbain et soulèvent des questions identiques: l'exclusion sociale s'accroît-elle? De nouveaux conflits émergent-ils entre espaces (centre/périphérie) et entre secteurs (logement /ressources « naturelles ») ?

Deux thématiques constituent le cœur du projet : i) les espaces urbains pauvres dans des contextes d'exclusion sociale, de fragmentation urbaine et de mondialisation; ii) l'environnement urbain et périurbain, et ses relations avec la pauvreté. Ces deux thématiques seront traitées par des études menées à Mumbai, Delhi, São Paulo et Rio, et en examinant deux séries de politiques: les politiques publiques face à la pauvreté urbaine dans le "traitement" des bidonvilles; et les politiques liant accès au logement, pauvreté et conservation de la forêt péri-urbaine. Trois approches, territoriale, socio-politique et juridique, seront combinées.

De telles analyses, conduites à travers une mise en miroir des politiques adoptées dans les mégapoles d'Inde et du Brésil, permettront d'éclairer la compréhension des mécanismes d'exclusion et le bien-fondé des actions menées, et de nourrir une réflexion sur les politiques urbaines, les programmes et les instruments mis en œuvre.

Activités réalisées en 2006

L'année 2006 a été consacrée au montage du projet de recherche, à la constitution de l'équipe internationale et à la définition des sous-programmes à conduire dans chaque ville. Les opérations de terrain débiteront en 2007; le

projet est prévu pour trois ans et se conclura par un séminaire international fin 2009.

3.4.2. Etudes sur Delhi: marché du logement et services urbains

Estimation des préférences des ménages pour les aménités urbaines à Delhi

Responsable du projet: Nicolas GRAVEL, Professeur de sciences économiques, CSH & IDEP-GREQAM (nicolas.gravel@csh-delhi.com).

Autres participants: Véronique DUPONT, Directrice du CSH; N. SRIDHARAN, Maître de Conférence, *School of Planning and Architecture*, New Delhi; Nina GUYON, élève ingénieur de l'Ecole Polytechnique de Palaiseau, en stage au CSH de mai à juillet 2006.

Financement: CSH.

Problématique, objectifs et méthodologie

Le projet vise à identifier les déterminants des décisions de localisation des habitants de Delhi à travers le prisme du marché foncier. Il mobilise à cette fin la méthodologie hédonistique, utilisée par ailleurs par Nicolas Gravel dans d'autres travaux portant sur la région parisienne. La première étape de ce travail consiste en la constitution puis au traitement statistique d'une base de données portant sur les prix et un grand nombre de caractéristiques de quelque 5000 logements sélectionnés de manière aléatoire dans les grandes zones de Delhi afin de représenter adéquatement les principaux segments du marché foncier de la capitale indienne.

Activités réalisées en 2006

Le projet a démarré en mars 2005. La collecte des données, initiée en 2005 (voir rapport d'activité précédent) s'est terminée durant l'été 2006. Les premiers tests empiriques de l'approche hédonistique ont été conduits sur un sous-échantillon de 1500 logements qui ont fait l'objet d'une saisie et d'une validation statistique. Les tests sont concluants et conformes à ce que suggère l'intuition ordinaire concernant la rémunération qu'accorde le marché foncier aux diverses caractéristiques de logements. Les tests statistiques ont été conduits par Nina Guyon, étudiante de l'Ecole Polytechnique, à l'occasion de son stage au CSH.

La dernière partie de l'année a été consacrée à la saisie informatique des données sur les 3500 autres logements de la base. Ce travail n'est pas

encore achevé et devrait l'être à la fin de l'été 2007.

Résultats en 2006

Les résultats préliminaires obtenus sur les 1500 logements de la base ont été exposés dans le rapport de stage de Nina Guyon, qui a été récompensé par l'Ecole Polytechnique par le prix du meilleur stage de recherche de l'année 2006. Ces résultats ont été présentés à Delhi le 1er décembre 2006 lors d'un colloque organisé par la *Confederation of Real Estate Developers of India* sur les « *Tendances du marché foncier dans la région de la capitale nationale* ».

L'impact de la mondialisation sur le système de santé indien : L'offre de soins dans l'aire métropolitaine de Delhi

Responsable du projet: Bertrand LEFEBVRE, doctorant à l'Université de Rouen, Volontaire International au CSH d'octobre 2004 à septembre 2006; Boursier du MAE au CSH depuis octobre 2006 (bertrand.lefebvre@csh-delhi.com).

Autres participants : Pierre CHAPELET, doctorant à l'Université de Rouen; Charles-Noël EBANG, étudiant en Master 2 à l'Université de Rouen accueilli au CSH de fin février à début mai 2006; Swati SACHDEV et Paramita BANERJEE, étudiantes en M.Ph. à l'Université Jawaharlal Nehru de New Delhi, stagiaires au CSH pour plusieurs mois en 2005 et 2006.

Partenariats institutionnels: Département de Géographie de l'Université de Rouen; *Centre for the Study of Regional Development* de l'Université Jawaharlal Nehru de New Delhi; *Delhi School of Economics* de l'Université de Delhi.

Financement: CSH; Ambassade de France en Inde, Maison des Sciences de l'Homme et Université de Delhi pour l'organisation du colloque international.

Problématique, objectifs et méthodologie

Suite à la politique d'ajustement structurel engagée en 1991, le système de santé indien connaît de profondes mutations: la baisse des investissements publics dans la santé, la mise en place de nouvelles lois sur la propriété intellectuelle (accord ADPIC-TRIPS), l'émergence d'une classe moyenne aux exigences nouvelles en matière de santé, l'ouverture aux investisseurs étrangers. Ce contexte renouvelé amène chaque acteur à repenser sa position dans le système de santé. Il

s'agit de comprendre comment ces acteurs, tant au niveau international, national que local, interagissent et régulent le système de santé indien. En particulier, comment vont-ils générer, par leurs interactions complexes, de nouvelles configurations spatiales dans l'accès aux soins ?

Ce projet s'intéresse à deux secteurs clés de l'offre de santé: l'industrie pharmaceutique (Pierre Chapelet) et les groupes hospitaliers privés (Bertrand Lefebvre). L'aire métropolitaine de Delhi se présente comme un terrain d'étude particulièrement pertinent pour ce projet. La méthodologie s'appuie sur le développement d'un Système d'Information Géographique (SIG) couplé à des enquêtes de terrain. Grâce à l'apport des théories de la diffusion, on se propose d'analyser l'accès aux médicaments et le développement de nouvelles cliniques dans différents types d'espace (urbain, périurbain, rural).

Activités réalisées en 2006

Suite à un recensement exhaustif des infrastructures de soins dans le sud de Delhi, le système d'information géographique a été encore enrichi de nouvelles données. Le

traitement des données du SIG s'est également poursuivi, avec des analyses statistiques et cartographiques. Dans le cadre de son Master 2 de géographie, Charles-Noël Ebang a étendu les questionnements du projet au secteur du diagnostic médical. Des enquêtes ont été menées auprès des managers de clinique.

Résultats en 2006

Un atelier présentant certains résultats du projet a été organisé en partenariat avec le *Centre for the Study of Regional Development* de l'Université Jawaharlal Nehru en mai 2006. A cette occasion, deux étudiants de l'Université de Provence, suivis dans le cadre du projet, Géraldine Savin et Joseph Chauvin ont présenté les résultats de leur travail sur la périurbanisation à Bangalore.

Un colloque international sur le système de soins indien et ses défis a été organisé en partenariat avec le département de géographie de la *Delhi School of Economics* les 4 et 5 décembre 2006, à l'Université de Delhi. Un rapport résumant les principaux résultats de cette conférence sera soumis à la *Health Planning Commission of India*.

4. VALORISATION ET DIFFUSION DES TRAVAUX

La mission de valorisation de la recherche du CSH est assurée par une politique d'insertion dans des réseaux, d'organisation de manifestations scientifiques, de publication et de diffusion. Les chercheurs du CSH participent également à la vulgarisation scientifique des travaux de recherche du Centre, en donnant des interviews à des journalistes de la presse écrite française et indienne, ainsi que de la radio. Ces diverses activités contribuent à maximiser la visibilité du Centre.

4.1. Séminaires et conférences organisés par le CSH

Le CSH organise en collaboration avec des partenaires indiens, et/ou européens, des séminaires, ateliers, tables rondes et colloques, principalement à Delhi, mais aussi dans d'autres villes. Le CSH organise aussi des conférences individuelles, en collaboration avec d'autres institutions. A Delhi, l'*India International Centre* est un partenaire majeur (mais non exclusif) pour l'organisation de tels événements scientifiques, ce qui permet de toucher un large public, non seulement d'universitaires, mais également un public éclairé de hauts fonctionnaires, anciens diplomates, etc.

En 2006, le CSH a également initié deux séminaires réguliers de recherche, qui se tiennent dans ses locaux, dans le cadre de projets collectifs coordonnés par le CSH avec des invités ciblés.

4.1.1. Séminaires, colloques, ateliers

Colloque international *Liberalisation experience in Asia. A normative appraisal*, organisé par le CSH en collaboration avec l'*Indian Council of Social Science Research (ICSSR)*, l'*Indian Statistical Institute*, le Centre d'Etudes Français sur la Chine Contemporaine de Hong Kong, avec le soutien de la Banque Mondiale et de l'Ambassade de France, à l'ICSSR, New Delhi, 12 et 13 janvier 2006.

Atelier international *Urban Actors, Policies and Governance in Mumbai*, organisé par le département d'Economie de l'Université de Mumbai et le CSH, à l'Université de Mumbai, 23 février 2006.

Atelier *The Transformations of the Peri-urban Area of Indian Metropolises: the Cases of Bangalore and Delhi*, organisé par le CSH en collaboration avec le Centre for the Study of Regional Development de l'Université Jawaharlal Nehru (JNU), au laboratoire 'Geographic Information System' de la School of Social Sciences de JNU, New Delhi, 19 mai 2006.

Colloque international *Multidimensions of Urban Poverty in India* co-organisé par le CSH et l'*Indira Gandhi Institute of Development Research (IGIDR)*, Mumbai à l'IGIDR, 6 et 7 octobre 2006.

Colloque international *Emerging Health Challenges and the Response of Indian Healthcare System*, co-organisé par le CSH et le Département de Géographie de la *Delhi School of Economics (DSE)*, Université de Delhi à la DES, 4 et 5 décembre 2006, avec le soutien de la Fondation de la Maison des Sciences de l'Homme, Paris et de l'Ambassade de France en Inde.

4.1.2. Conférences individuelles et séminaires de recherche

New States for a New India. Critical appraisal of the creation of Chhattisgarh, conférence par Samuel Berthet, chercheur associé au CSH, co-organisé par le CSH et l'*India International Centre (IIC)* à l'IIC, New Delhi, 17 février 2006.

Cultural Dynamics and Strategies of the Indian Elite. Indo-French relations under the Raj, présentation et discussion de l'ouvrage par l'auteur Samuel Berthet, co-organisé par le CSH et le CEDUST au *French Information Resource Centre*, New Delhi, 16 décembre 2006.

Séminaire de recherche au CSH sur *Les formes et les enjeux contemporains de la mobilisation politique en Inde* dans le cadre du projet collectif « *Le renouvellement des pratiques démocratiques indiennes en question* » :

Atelier de lancement du projet « *Le renouvellement des pratiques démocratiques indiennes en question* », 17 janvier 2006.

A Partial genealogy of political mobilization theories, par Stéphanie Tawa Lama-Réwal (CSH-CNRS), 5 juillet 2006.

Emerging links between urban management, collective action and (re)mobilization of the middle class in Mumbai – Framing hypothesis and preliminary findings, par Marie-Hélène Zérah (IRD-CSH), 26 juillet 2006.

Politics of Dalits in Women's Activism in Uttar Pradesh: Exploring the nuances of identity and citizenship, par Radhika Govinda (Doctorante, Faculté d'Etudes Orientales, Université de Cambridge), 6 septembre 2006.

Backward Political Mobilization and Democratization Process in Bihar: Attempting a Definition, par Cyril Robin (CSH), 27 septembre 2006.

Can the Transition Paradigm enlighten our Understanding of Indian and Pakistan Divergent Political Trajectories toward Democracy, 1947-2007, par Lionel Baixas (CSH), 8 novembre 2006.

Challenges to Indian Federalism: Politics of Identity and Self-Determination, par Sanjay K. Pandey (CSH-JNU), 29 novembre 2006.

Legislative governance in Uttar Pradesh and West Bengal, par Pradeep K. Sharma, 20 décembre 2006.

Séminaire de recherche au CSH sur *Les dynamiques de l'Islam Contemporain en Asie du Sud* dans le cadre du programme transversal « Recompositions de l'Islam Contemporain et les dynamiques économiques en Asie, du Caucase à la Chine » :

Atelier de lancement du projet *Dynamics of Contemporary Islam in South Asia*, animé par Laurent Gayer, 4 mai 2006.

Uses of state services by Indian Muslim women, particularly in the field of health and education, par Sarah Mehta (Fullbright scholar, India/Centre for Policy Research, New Delhi), 9 juin 2006.

Political Islam in Bangladesh: Events and Emotions, par Mollica Dastider (Nehru Memorial Museum and Library, New Delhi), 11 août 2006.

Transnational preachers Ahmed Deedat and Zakir Naik, par Samadia Sadouni (Centre

d'Etudes d'Afrique Noire, Bordeaux et Institut Français d'Afrique du Sud, Johannesburg), 4 octobre 2006.

4.2. Publications et communications

Le CSH a développé sa propre politique de publications :

- Une collection d'ouvrages avec une maison d'édition indienne, Manohar Publishers, la collection Manohar-CSH : 42 titres de 1994 à 2006.
- Une collection de documents à comité de lecture créée en 2001, les CSH *Occasional Papers*, téléchargeables gratuitement à partir du site internet du CSH : 18 documents parus de 2001 à 2006.
- Une lettre d'information publiée en collaboration avec l'Institut Français de Pondichéry et l'Ecole Française d'Extrême Orient, *Patrika*, téléchargeable à partir du site internet du CSH, avec 3 numéros par an depuis 1999.

Les chercheurs du CSH publient les résultats de leurs travaux dans les collections du CSH, mais aussi chez d'autres éditeurs, en Inde et en Europe, ainsi que dans des revues scientifiques de langue anglaise et française (voir liste *infra* pour 2006). Par la participation de ses chercheurs à des groupes de travail, ses rapports et ses ouvrages, le CSH contribue non seulement aux débats académiques, mais nourrit également la réflexion des décideurs publics et des agents économiques.

4.2.1. Ouvrages entiers

BERTHET S., *Cultural dynamics and Strategies of the Indian elite (1870-1947) – Indo-French Relations under the Raj*, Manohar-CSH, New Delhi, 2006, 216p.

BERTHET S., *Inde-Europe (1870-1962): Enjeux Culturels*, Collection Sciences Sociales no.12, IFP-CSH, Pondichéry, 2006, viii, 676p.

DUPONT V. HEUZE D.G. (ed.), *La ville en Asie du Sud : Analyse et mise en perspective*, Purushartha No. 26, EHESS, Paris, 2007, 440p.

HUCHET J.F., RICHEL X., RUET J. (ed.), *China, India and Russia: Emergence of National Groups and Global Strategies of Firms*, Academic Foundation, New Delhi, 2007, pp. 358p.

JAIN R.K., ELSENHANS H. (ed.), *The European Union in World Politics*, Radiant Publishers, New Delhi, 2006, 324p.

JAIN R.K., ELSENHANS H. (ed.), *India, the European Union and the WTO*, Radiant Publishers, New Delhi, 2006, 316p.

JAIN R.K., ELSENHANS H. (eds.), *India, Europe and the Changing Dimensions of Security*, Radiant Publishers, New Delhi, 309p.

KALRA P.K., RUET J. (eds.) *Against the Current (Vol. III). Electricity Act and Technical Choices for the Power Sector in India*, Manohar-CSH, New Delhi, 2006, 219p.

KUMAR G., *Local Democracy in India: Interpreting Decentralization*, Sage Publications, New Delhi, 2006, 326p.

SAINT-MEZARD I., *Eastward Bound. India's New Positioning in Asia*, Manohar-CSH, New Delhi, 2006, 499p.

CSH Occasional Papers

CHAKRABORTY D., SENGUPTA D., *IBSAC (India, Brazil, South Africa, China): A Potential Developing Country Coalition in WTO Negotiations*, CSH Occasional Paper 18, New Delhi, 2006, 162p.

DUPONT V., SRIDHARAN N. (ed.), *Peri-urban dynamics: Case studies in Chennai, Hyderabad and Mumbai*, CSH Occasional Paper 17, New Delhi, 2006, 110p.

EGRETEAU R., *India's Troubled Northeast and its External Connections*, CSH Occasional Paper 16, New Delhi, 2006, 158p.

4.2.2. Chapitres d'ouvrages

ARABINDOO P., "Neighbourhood transformations in peri-urban Chennai", in DUPONT V., SRIDHARAN N. (eds.), *Peri-urban dynamics: Case studies in Chennai, Hyderabad and Mumbai*, CSH Occasional Paper 17, New Delhi, 2006, pp. 17-53.

BANERJEE P., SENGUPTA D., "Economic Growth, exports and the Issue of Trade Facilitation: An Indian Perspective", in SENGUPTA D., CHAKRABORTY D., BANERJEE P. (eds.), *Beyond the Transition Phase of the WTO: An Indian Perspective on Emerging Issues*, Academic Foundation, New Delhi, 2006, pp. 609-638.

BURTE H., KRISHANKUTTY M., "On the edge: planning, describing and imagining the seaside edge of Mumbai", in DUPONT V., SRIDHARAN N. (eds.), *Peri-urban dynamics: Case studies in Chennai, Hyderabad and Mumbai*, CSH Occasional Paper 17, New Delhi, 2006, pp. 87-109.

DUPONT V., HEUZE D.G., « Introduction », in DUPONT V., HEUZE D.G. (eds.), *La ville en Asie du Sud : Analyse et mise en perspective*, Purushartha No. 26, EHESS, Paris, 2007, pp. 13-39.

DUPONT V., RAMANATHAN U., « Du Traitement des slums à Delhi », in DUPONT V., HEUZE D.J. (eds.), *La ville en Asie du Sud: Analyse et mise en perspective*, Purushartha No. 26, EHESS, Paris, 2007, pp. 91-131.

GAYER L., « Les Rangers du Pakistan: de la défense des frontières à la protection intérieure », in BRIQUET J.-L., FAVAREL-GARRIGUES (eds.), *Milieus criminels, pratiques illicites et pouvoir politique*, Paris, Karthala (sous presse).

GAYER L., "A History of violence: ethnic and sectarian conflicts in Karachi (1985-2005)", in BOIVIN M. (ed.), *Sindh Through History and Interpretations. French Contributions to Sindh Studies*, Oxford University Press, Karachi (sous presse).

GRAVEL N., "What is diversity?", in GEKKER R., VAN HEES M. (eds.), *Economics, Rational Choice and Normative Philosophy*, London, Routledge, 2006 (sous presse).

LECLERC E., BOURGUIGNON C., "Defining the urban fringe through population mobility: the case of Madhapur and its Information Technology Park (HITEC City – Hyderabad)", in DUPONT V., SRIDHARAN N. (eds.), *Peri-urban dynamics: Case studies in Chennai, Hyderabad and Mumbai*, CSH Occasional Paper 17, New Delhi, 2006, pp. 55-85.

MENON-CHOUDHARY D., SHUKLA P.R., NAG T., BISWAS D., "Electricity Reforms, Firm-level Responses and Environmental Implications", in KALRA Prem K., RUET J. (eds.), *Against the Current (Vol. III): Electricity Act and Technical Choices for the Power Sector in India*, Manohar-CSH, New Delhi, 2006, pp. 183-216p.

RUET J., "Electricity Act and 'Enterprisation' of the State Electricity Boards", in KALRA Prem K., RUET J. (eds.), *Against the Current (Vol. III): Electricity Act and Technical Choices*

for the Power Sector in India, Manohar-CSH, New Delhi, 2006, pp. 19-35.

RUET J., "Generation Choices: A Retrospective Account in the Ninth Plan", in KALRA Prem K., RUET J. (eds.), *Against the Current (Vol. III): Electricity Act and Technical Choices for the Power Sector in India*, Manohar-CSH, New Delhi, 2006, pp. 159-181.

RUET J., "The Act as a Base for Rethinking Technology and Managerial Mixes", in KALRA Prem K., RUET J. (eds.), *Against the Current (Vol. III): Electricity Act and Technical Choices for the Power Sector in India*, Manohar-CSH, New Delhi, 2006, pp. 217-219.

SINGH S., "China-India Border Trade: A Tool for Building Mutual Confidence", in SAINT-MEZARD I., CHIN James K. (eds.), *China and India: Political and Strategic Perspectives*, Centre for Asian Studies, Hong Kong, 2006.

SRIDHARAN N., "Introduction", in DUPONT V. SRIDHARAN N. (eds.), *Peri-urban dynamics: Case studies in Chennai, Hyderabad and Mumbai*, CSH Occasional Paper 17, New Delhi, 2006, pp. 5-15.

ZERAH M.-H., "Urban Water and Waste Water", in RASTOGI A. (eds.), *India Infrastructure Report 2006. Urban Infrastructure*, 3iNetwork, Oxford University Press, New Delhi, pp. 130-159.

4.2.3. Articles dans des revues à comité de lecture

BAUD I., DHANALAKSHMI R., "Governance in urban environmental management: comparing accountability and performance in multi-stakeholder arrangements in South India", *Cities* (sous presse, disponible en ligne à: www.ees.elsevier.com/jcit).

BERVOETS S., GRAVEL N., "Appraising diversity with an ordinal notion of dissimilarity: an axiomatic approach", *Mathematical Social Sciences* (sous presse).

DELAGE R., « L'Inde à l'épreuve du multiculturalisme: contextes et perspectives géographiques », *Géographie et cultures*, 2006, no. 58, pp. 19-32.

DUPONT V., "Conflicting stakes and governance in the peripheries of large Indian metropolises – An introduction", *Cities*, (sous presse, disponible en ligne à: www.ees.elsevier.com/jcit).

GAYER L., "Guns, slums and 'yellow devils': a genealogy of urban conflicts in Karachi, Pakistan", *Modern Asian Studies*, Cambridge University Press, 2007 (sous presse).

GAYER L., "The volatility of the 'other': identity formation and social interaction in diasporic environments", *South Asia Multidisciplinary Academic Journal (SAMAJ)*, Paris, No. 1 (sous presse).

GAYER L., « Le 'jeu de l'amour' : trajectoires sacrificielles et usages stratégiques des martyrs dans le mouvement pour le Kalistan », *Cultures et Conflits*, Paris, no. 63, automne 2006, pp. 113-133.

GAYER L., « La privatisation étrangère en Asie du Sud: modes populaires d'action diplomatique et pratiques de sous-traitance stratégique en Inde et au Pakistan », *Transcontinentales*, Paris, no. 3, 2^e semestre 2006, pp. 103-127.

GOVINDA R., "Politics of the Marginalized: Dalits in Women's Activism in India", *Gender and Development Journal* (Taylor and Francis), 2006, Vol. 13, No. 2.

GRAVEL N., POITEVIN M., "The progressivity of Equalization Payments in Federations", *Journal of Public Economics*, septembre 2006, vol. 90, pp. 1725-1743.

GRAVEL N., MICHELANGELI A., TRANNOY A., "The social marginal value of local public goods: An empirical Analysis within Paris Metropolitan Area", *Applied Economics*, 38, 2006, pp. 1945-1961.

GRAVEL N., THORON S., "Does endogenous jurisdiction formation entail wealth stratification?", *Journal of economic theory*, janvier 2007, vol. 132, pp. 569-583.

HIMANSHU., "Agrarian Crisis and Wage Labour: A regional perspective", *Indian Journal of Labour Economics*, Vol. 49, No. 4, décembre 2006, pp. 835-854.

KENNEDY L., "Regional Industrial Policies Driving Peri-Urban Dynamics in Hyderabad (India)", *Cities* (sous presse, disponible en ligne à: www.ees.elsevier.com/jcit).

RUET J. et al., "Private appropriation of resource and rural impact of farmers selling water to Chennai Metropolitan Water Board", *Cities* (sous presse, disponible en ligne à: www.ees.elsevier.com/jcit).

SINGH S., "Zong-Yin Guanxi (China-India Economic Ties), Xina Dai Cia Jing (*Modern*

Finance and Economics)", *Journal of the Tianjin University of Finance and Economics*, Tianjin, Chine, mai 2006.

SINGH S., "Impact of China's Energy Security", *Seminar*, No. 562, juin 2006, pp. 31-37.

TAWA LAMA-REWAL S., « Le local et le global dans le mouvement indien des femmes », *Cahiers du Genre* No. 40, 2006, *Travail et mondialisation. Confrontations Nord/Sud*, Paris, pp. 183-202.

ZERAH M.-H., "Conflict between Green Space Preservation and Housing Needs. The Case of the Sanjay Gandhi National Park in Mumbai", *Cities* (sous presse, disponible en ligne à : www.ees.elsevier.com/jcit).

ZERAH M.-H., « A l'heure de la participation pour la desserte des services urbains : le cas de Mumbai – Inde », *Bulletin de l'Association des Géographes Français – Géographies*, 2006, pp. 191-204.

4.2.4. Communications présentées à des colloques, séminaires et conférences

BAIXAS L., "Reassessing the Transition Paradigm: a South Asian Perspective", communication présentée au séminaire *Contemporary forms and challenges of political mobilisation in India*, CSH, 27 septembre 2006.

BERTHET S., "New States for a New India? Critical Appraisal of the Creation of Chhattisgarh", conférence à l'India International Centre, New Delhi, 17 février 2006.

BOCHATON A., LEFEBVRE B., "Studying Medical Tourism in India and Thailand: The challenges of a multi-sited fieldwork", communication présentée à l'atelier *Questions of Methodology: Researching Tourism in Asia*, Asia Research Institute, Singapore, 5-6 septembre 2006, 15p.

BOCHATON A., LEFEBVRE B., "Medical Tourism in India and Thailand: an heterotopia in the time of globalization", communication présentée au colloque international *Of Asian origin: Rethinking Tourism in Contemporary Asia*, Asia Research Institute, Singapore, 7-9 septembre 2006, 12p.

CHAPELET P., "India in the world of pharmaceuticals: the duality of a new challenger", communication présentée à la conférence internationale *Emerging health challenges and the response of Indian*

healthcare system, Université de Delhi, Delhi, 4-5 décembre 2006, 23p.

DELAGE R., "Uncoordinated Networks: Muslim Educational Institutions and the Will for Reform", communication présentée au séminaire de recherche de l'International Institute for the Study of Islam in the Modern World (ISIM), Leiden, 17 octobre 2006, 13p.

GAYER L., "Giving up Political Islam? The 'Nationalist Secularization' of the Mohajirs of Pakistan", communication présentée au *Congrès mondial de l'Association internationale de science politique (IPSA)*, Fukuoka, Japon, 12 juillet 2006.

GAYER L., « Oublier la politique? Politisations et dépolitisations victimaire dans le mouvement sikh pour le Kalistan (1984-1995) », communication au colloque *Mobilisations de victimes*, Paris I/Paris X, 16 juin 2006.

GAYER L., "The Privatization of Diplomacy: Indian and Pakistani Experiences", communication présentée à l'Institut Français de Pondichéry, Pondichéry, 28 mars 2006.

GAYER L., "Gulliver unchained: Sikh private diplomacy and the response of the Indian state", communication au colloque *Identity and International Relations*, organisé par la School of International Studies, Université Jawaharlal Nehru, New Delhi, 16 mars 2006.

GAYER L., "Secularization without secularism: the political uses of Islamic referents", communication dans le cadre des Ateliers annuels de l'Association Jeunes Etudes Indiennes, Kottayam (Inde), 2 mars 2006.

GOVINDA R., "Dalits in Women's Activism in Uttar Pradesh: Understanding the Nuances of Identity and Citizenship", communication présentée au séminaire *Contemporary forms and challenges of Mobilisation in India*, CSH, New Delhi, 6 septembre 2006.

GOVINDA R., "Dalit Assertion and Hindutva Politics from a Feminist Lens: Reflections on Women's Activism in Uttar Pradesh", conférence donnée aux étudiants de niveaux XI et XII, Ecole Gyan Bharti, Delhi, 15 septembre 2006.

GOVINDA R., "Dalit Women in Development in Development Discourse and Praxis: A Grassroots Perspective from Uttar Pradesh, North India", communication présentée à la *British Association of South Asian Studies Annual Workshop*, Bath, 2 novembre 2006.

GOVINDA R., "Dalits in Women's Activism in Uttar Pradesh", communication présentée au *South Studies Seminar*, département *Development Studies*, Queen Elizabeth House, Oxford, 23 novembre 2006.

GRAVEL N., "How can we make our lifestyles sustainable?", communication présentée à la conférence *Energy, Environment and Development*, organisé par *The Energy Research Institute (TERI)*, Bangalore, 14-15 décembre 2006.

GRAVEL N., "When can we say that a society is better than another", conférence donnée à Hyderabad (12 septembre 2006), Chennai (13 septembre 2006), Trivandrum (15 septembre 2006), Kathmandu (5 novembre 2006) et Delhi (11 décembre 2006) dans le cadre de *French Science Today*, organisée par l'Ambassade de France en Inde.

GRAVEL N., SRIDHARAN N., "What explains housing prices in Delhi? A hedonic analysis", communication présentée au colloque *Real estate trends in the national capital region*, organisé par la *Confederation of Real Estate Developers of India (CREDAI)*, Delhi, 1^{er} décembre 2006.

GRAVEL N., MUKHOPADHYAY A., "Ethically Robust comparisons of distributions of two individual attributes", communication présentée au *South Asian Meeting of the Econometric society*, Chennai, 18-20 décembre 2006.

GRAVEL N., MUKHOPADHYAY A., "Is urban India better off now than fifteen years ago? A multidimensional approach", communication présentée à la conférence internationale *Liberalization experiences in Asia: A normative appraisal*, Indian Council of Social Science Research, Delhi, 10-11 janvier 2006.

GRAVEL N., MUKHOPADHYAY A., "Is Urban India better off now than fifteen years ago? A multidimensional dominance approach", communication présentée à la conférence internationale *The multidimensions of urban poverty in India*, Indira Gandhi Institute of Development Research, Mumbai, 8 octobre 2006.

HIMANSHU., SEN A., "Recent evidences on poverty and Inequality in India", communication présentée au colloque international *Economic Openness and Income Inequality: Policy*

Options for Developing Countries in the New Millenium, Shanghai, Chine, 26-27 août 2006.

HIMANSHU., "Urban Poverty in India by Size-Class of Towns: Level, Trends and Characteristics", communication présentée à l'atelier *The Multidimensions of Urban Poverty in India*, Indira Gandhi Institute of Development Research, Mumbai, 6-7 octobre 2006.

HIMANSHU., "Employment and wages of Dalits in post-liberalisation period", communication présentée au colloque *Towards Dignity: Access, Assertions and Aspirations*, Institute for Human Development, New Delhi, 8-9 décembre 2006.

LEFEBVRE B., "Metropolisation and social change: The Harayana's villages in the shades of Delhi", communication présentée à l'atelier *The transformations of the peri-urban area of Indian Metropolises. The cases of Bangalore and Delhi*, Centre for the Study of Regional Development, Université Jawaharlal Nehru, Delhi, 19 mai 2006, 10p.

PANDEY S.K., "Challenges to Indian Federalism: Politics of Identity and Self-Determination", communication présentée au séminaire *Contemporary forms and challenges of political mobilisation in India*, CSH, New Delhi, 27 septembre 2006.

PETHE A., "Analyse *This*: Deciphering the code of Mumbai budgets", communication présentée à l'atelier international *Actors, Policies and Urban Governance in Mumbai*, Université de Mumbai, 23 février 2006, 42p.

ROBIN C., "Backward political mobilization in Bihar: Attempting a definition", communication présentée au séminaire *Contemporary forms and challenges of political mobilisation in India*, CSH, New Delhi, 27 septembre 2006.

SADOUNI S., "Transnationalism and new modes of Islamic preaching in South Africa and India: the example of international preachers Ahmed Deedat and Zakir Naik", communication présentée au séminaire *Dynamics of contemporary Islam in South India*, CSH, New Delhi, 4 octobre 2006.

SINGH S., "India's Look East Policy", conférence aux étudiants de Master de l'Université Nationale du Vietnam, Hanoi, 26 décembre 2006.

SINGH S., "Ganga-Mekong Cooperation Initiative", communication présentée à

l'Institute of Asia Studies, Chulalongkorn University, Bangkok, 2 octobre 2006.

SINGH S., "Shanghai Coopération Organisation: Bridging Eurasia", communication présentée au colloque *Revisiting Euro-Asia: Cultures, Connections and Conceptualizations*, organisé par l'Université du Punjab et l'Université de Tampere (Finlande), Chandigarh, 13-16 février 2006.

TARROUX B., "Are equalization payments making Canadians better off? – a two-dimensional dominance answer", communication présentée au séminaire de l'Indian Statistical Institute, Delhi, 8 décembre 2006.

TARROUX B., "Are equalization payments making Canadians better off? – a two-dimensional dominance answer", communication présentée au *South Asian Meeting of the Econometric Society*, Chennai, 18-20 décembre 2006.

TAWA LAMA-REWAL S., "A partial genealogy of political mobilizations theories", communication présentée au séminaire *Contemporary forms and challenges of political mobilisation in India*, CSH, New Delhi, 5 juillet 2006.

TAWA LAMA-REWAL S., « Les femmes et la politique en Inde », conférence donnée dans le cadre du séminaire itinérant de Natexis Pramex International *Regard sur le monde économique, social, politique et culturel indien*, Nehru Memorial Museum and Library, New Delhi, 25 septembre 2006, 10p.

TAWA LAMA-REWAL S., « La décentralisation politico-administrative et le renouvellement de la démocratie locale dans quelques mégapoles indiennes », communication présentée à la *Journée du Centre d'Etudes de l'Inde et de l'Asie du Sud*, Paris, 21 novembre 2006, 17p.

ZERAH M.-H., "Assessing surfacing collective action in Mumbai – A case study of solid waste management", communication présentée à l'atelier international *Actors, Policies and Urban Governance in Mumbai*, Université de Mumbai, 23 février 2006, 20p.

ZERAH M.-H., "Emerging links between urban management, collective action and (re)mobilization of the middle class in Mumbai", communication présentée au séminaire *Contemporary forms and challenges of political*

mobilisation in India, CSH, New Delhi, 26 juillet 2006.

ZERAH M.-H., JANAKARAJAN S., LLORENTE M., "Man-made scarcity, unsustainability and urban water conflicts in India cities", communication présentée au séminaire *Urban Water Conflicts*, UNESCO, Paris, 21 novembre 2006.

4.2.5. Rapports de recherche, thèses, mémoires

EBANG C.-N., *La diffusion des équipements médicaux dans le système de soins : L'exemple des centres de diagnostic à Delhi*, mémoire de Master 2 en géographie, Université de Rouen, 2006, 86p.

GRAVEL N., MOYES P., *Ethically Robust Comparisons of distributions of two individual attributes*, document de travail IDEP no. 06-12, Institut d'Economie Publique, Marseille, 2006.

HUCHET J.-F., RUET J. (coordinateurs), *Globalisation and Opening Markets in Developing Countries and Impact on National Firms and Public Governance. The Case of India*, (projet co-financé par la Commission Européenne à New Delhi - 'EU-India Small Projects Facility Programme'), rapport de recherche soumis par le CSH, le CERN, la LSE, l'ORF, le NCAER, New Delhi, 2006, 389p.

OZEL D., *Mumbai Urban Transport Project (Mumbai, Inde): Les politiques de réhabilitation et de relogement. Pour une nouvelle éthique de développement?*, Rapport de Master 2, Urbanisme et Aménagement, Institut Français d'Urbanisme, Paris & CSH, New Delhi, 2006-07, 107p.

ZERAH M.-H., *India*, in *Water Market Asia: Projects & Opportunities in the Water & Wastewater Sectors*, Global Water Intelligence, Media Analytics Ltd, Oxford, 2006, pp. 243-259.

VISIONNEAU P., *Les relations diplomatiques et stratégiques entre l'Inde et la Chine depuis 1998*, Mémoire, Ecole Spéciale Militaire de Saint-Cyr, janvier 2006, 84p + résumé en anglais, 11p.

4.2.6. Autres travaux

DUPONT V., GOLAZ V., « Dynamiques périurbaines : Population, habitat et environnement dans les périphéries des grandes métropoles »,

Centre Population et Développement, *Les numériques du CEPED*, Paris, 2006 (CDROM).

DUPONT V., GOLAZ V., « Dynamiques périurbaines: Population, habitat et environnement dans les périphéries de grandes métropoles », *Chroniques du CEPED*, février 2006, no. 50, 4p.

DUPONT V., « Les défis du développement urbain en Inde », *Villes en développement*, mars 2006, no. 71, pp. 2-3.

GAYER L., « Inde: quand la bombe en impose », *Alternatives internationales*, Paris, no. 32, septembre 2006, pp. 34-36.

GAYER L., « La privatisation de la politique étrangère en Asie du Sud: l'exemple de la 'diplomatie du cricket' entre l'Inde et le Pakistan », *Annuaire français de relations internationales 2006*, Paris/Bruxelles, La Documentation française/Bruylant, juin 2006, pp. 285-297.

GAYER L., « Le fond de l'air est rouge: crises sociopolitiques et renouveau du maoïsme

révolutionnaire en Asie du Sud », *Annuaire français de relations internationales 2006*, Paris/Bruxelles, La Documentation française/Bruylant, juin 2006, pp. 768-781.

JANAKARAJAN S., LLORENTE M., ZERAH M.-H., "Urban water conflicts in Indian cities. Man-made scarcity as a critical factor." In Barraqué B., Tejada Guilbert A. (eds.), *Urban Water Conflicts. An analysis of the origins and nature of water-related unrest and conflicts in the urban context*, Working Series SC-2006/WS/19, UNESCO, Paris, pp. 91-111.

ZERAH M.-H., « India: Global Water Intelligence, Water Market Asia – Projects and Opportunities in the Water and Wastewater Sectors », *Media Analytics Ltd*, Oxford, pp. 243-259.

ZERAH M.-H., "Urban Water and Waste Water", *Yojana*, Vol. 50 (Juillet), New Delhi, pp. 13-22 (Réimprimé de *India Infrastructure Report 2006. Urban Infrastructure*, Oxford University Press, New Delhi, pp. 130-159).

5. PERSPECTIVES

Une note d'alerte pour les exercices financiers des années à venir – ou le nécessaire ajustement des moyens au niveau d'activité et aux missions du Centre

Ce rapport d'activité 2006 a montré le dynamisme du CSH en termes de programmes de recherche, de montage de projet collectifs, d'organisations de manifestations scientifiques et de publications, ainsi que ses efforts pour accueillir des étudiants et chercheurs et soutenir leurs programmes. Cependant, afin de maintenir le niveau d'activité du CSH et d'assurer ses différentes missions, un ajustement important des ressources financières du Centre serait nécessaire.

Etant donné, d'une part, le taux d'inflation en Inde, les coûts croissants dans une métropole comme Delhi, la révision importante de la grille des salaires locaux de l'Ambassade de France (qui s'applique au CSH), et, d'autre part, la réduction notable en euros constants de la dotation de fonctionnement du Ministère des Affaires Etrangères depuis 2005, cette dernière ne permettra même pas de couvrir les coûts fixes et autres dépenses de fonctionnement courant des exercices financiers des années à venir. En conséquence, aucun crédit ne sera disponible pour la mise en œuvre des programmes de recherche. Bien que le CSH ait fait des efforts significatifs pour mobiliser des financements extérieurs pour ses projets de recherche – efforts qui devront certainement être poursuivis encore plus vigoureusement – les projets ne peuvent être financés *entièrement* par d'autres institutions et en général requièrent aussi une mise de fonds de la part du CSH.

La situation financière actuelle et cette tendance ne sont de toute évidence pas soutenables. A moins que la dotation de fonctionnement du Ministère ne soit ajustée pour compenser la hausse de la masse salariale due à la révision de la grille et prendre en compte les autres coûts croissants, le CSH sera contraint de diminuer son soutien financier aux

doctorants français et européens et aux chercheurs indiens post-doctorants affiliés au CSH (bourses et/ou soutien aux opérations de terrain), et de réduire par ailleurs les dépenses de valorisation et diffusion des travaux de recherche. Certaines missions majeures du CSH s'en trouveront nécessairement affectées – la formation à la recherche, la coopération scientifique, la valorisation des recherches; d'une manière générale, c'est la visibilité des actions de ce centre de recherche français en Inde qui en souffrira.

2007: Une année de transition pour le CSH

L'année 2007 sera marquée par deux départs importants à la fin du mois d'août 2007 : celui de la directrice, qui assure également la coordination de l'axe « Dynamiques urbaines », et celui du chercheur coordinateur de l'axe « Transition économique et développement durable ». Il paraît souhaitable que le souci du maintien et de la consolidation des orientations actuelles constitue un facteur important pour la sélection des candidats. Par orientations actuelles, nous entendons à la fois les grands axes de recherche, et l'exigence de la reconnaissance scientifique du Centre à travers des publications de haut niveau.

En outre, pour enrichir les relations institutionnelles établies par le directeur et les chercheurs expatriés en poste au CSH, et surtout pour assurer leur continuité, il est essentiel (comme nous l'avions déjà souligné en conclusion d'un précédent rapport d'activité) de promouvoir le recrutement par détachement de chercheurs ou enseignants chercheurs déjà en poste dans des institutions de recherche ou des universités reconnues. L'expérience passée montre en effet que l'absence de sécurité de poste des chercheurs ou directeurs recrutés pouvait entraîner des départs anticipés (pour de meilleures opportunités d'emploi) et/ou des difficultés à maintenir des collaborations scientifiques après la fin du contrat au CSH.

Véronique Dupont
Directrice, CSH
New Delhi, 27 février 2007